

AFFAIRE :

SAISIE IMMOBILIERE

**DIRE**

L'an deux mille vingt-cinq et le \_\_\_\_\_,

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Pontoise et par-devant nous, Greffier,

**Cabinet 9janvier**

**Maître Julien SEMERIA**

20 rue Alexandre Prachay

95300 PONTOISE

Poursuivant la présente vente ;

LAQUELLE A DIT QUE :

Pour compléter le Cahier des Conditions de Vente, il est ci-après donné copie de :

- Règlement de copropriété

Et Maître SEMERIA, Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous toutes réserves.



**FACE ANNULEE**

© 2007 The Authors  
Journal compilation © 2007 Blackwell Publishing Ltd

[illegible]

S. C. I. "RESISTANCE NORMANDIE"

Immeuble 33 & 35 Bld Charles de Gaulle SAINNOIS.

[illegible]

M<sup>E</sup> JEAN LEFÈVRE

NOTAIRE A SANNOIS

(VAL-D'OISE)





PARDEVANT Maître Jean LEFEVRE, Notaire  
à SAINNOIS (Val-d'Oise) soussigné,

A COMPARU :  
-----

Monsieur René FILLION, Directeur gé-  
rant, demeurant à PARIS (neuvième arron-  
dissement) rue de Provence, numéro 66,

AGISSANT en qualité de Directeur  
gérant de la Société dénommée OFFICE GENE-  
RAL de l'IMMOBILIER ET DE LA CONSTRUCTION,  
Société à responsabilité limitée, au ca-  
pital de quatre vingt mille francs, dont  
le siège social est à PARIS (neuvième  
arrondissement) rue de Provence numéro 66,  
immatriculée au registre de commerce de  
la Seine, sous le numéro 66 B 1429,

Ladite Société OFFICE GENERAL DE L'IM-  
MOBILIER ET DE LA CONSTRUCTION, elle-même  
gérante de la Société Civile Immobilière  
"RESIDENCE NORMANDIE" Société civile par-  
ticulière au capital de dix mille francs  
divisé en cent parts d'intérêts de cent  
francs chacune, dont le siège social est  
à PARIS (neuvième arrondissement) 66 Rue  
de Provence,

Ladite Société constituée pour une  
durée de trente années, aux termes de ses  
statuts établis suivant acte reçu par  
Maître LEFEVRE, Notaire soussigné, le  
huit juillet mil neuf cent soixante huit,

La Société OFFICE GENERAL DE L'IM-

MOBILIER ET DE LA CONSTRUCTION nommée gérante, aux termes mêmes des statuts et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 16 desdits statuts.

LEQUEL, es-qualité, a établi ainsi qu'il suit le règlement de copropriété et de division d'un ensemble immobilier sis à SANNOIS (Val-d'Oise) 33 et 35, Boulevard Charles de Gaulle et 3, Rue Vauconsant.

- REGLEMENT DE COPROPRIETE -

PARTIE PRELIMINAIRE

DESIGNATION ET DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

ARTICLE 1er - Désignation - Le présent règlement de copropriété concerne :

Un ensemble immobilier qui sera édifié à SANNOIS, 33 et 35, Boulevard Charles de Gaulle et Rue Vauconsant numéro 3 sur un terrain d'une contenance de cinq mille huit cent soixante mètres carrés environ, cadastré :

- Section D, numéros 873p, 873p, 886p, 886p, 887p, 888p, 890p, 892p au lieudit "Le Village", et  
~~- Section B, numéros 1978p au lieudit~~

Ledit terrain tenant :

- Par devant : le Boulevard Charles de Gaulle,  
- Par derrière :

- D'un côté à droite : Monsieur PUYSEGUR et la rue Vauconsant,  
- D'autre côté à gauche : Les Consorts TEILLIER.

ARTICLE 2 - Description - L'ensemble immobilier auquel s'appliquent les présentes comportera des aménagements et des services communs.

Il sera composé :

- de deux bâtiments : l'un à usage d'habitation et l'autre à usage mixte de commerce

et d'habitation ;

- D'une zone aménagée pour le stationnement de voitures automobiles (parkings).

#### 1° - AMENAGEMENTS COMMUNS

Les aménagements communs comprendront :

- les espaces verts ;
- les voies intérieures de desserte avec leurs dispositifs d'éclairage ;
- les canalisations et réseaux divers, tels que ceux d'eau, de gaz, d'électricité et de tout-à-l'égout.

#### 2° - SERVICES COMMUNS

Les services communs comprendront :

- la loge du gardien (qui sera située au rez de chaussée du bâtiment B) ;
- l'installation du chauffage central et de distribution d'eau chaude (dont la chaufferie et les citernes seront installées dans le sous-sol du bâtiment A) ;

#### 3° - BATIMENTS

a) Un bâtiment dit "Bâtiment A" situé en façade sur le Boulevard Charles de Gaulle, lequel sera élevé sur sous-sol, d'un rez de chaussée et de cinq étages.

Ledit bâtiment :

Comportant quatre entrées donnant accès chacune à une cage d'escalier équipée d'un ascenseur et respectivement dites de gauche à droite, escalier 1, escalier 2, escalier 3 et escalier 4.

Et comprenant :

- au sous-sol: quarante caves, sept réserves, cinquante deux garages, quatre locaux vide-ordures, cinq locaux pour les installations électriques, un local pour le compteur à eau et la chaufferie.

- au rez-de-chaussée : six boutiques, deux appartements et quatre remises pour voitures d'enfants (une par escalier).

- au premier étage : six appartements et un local professionnel.

- aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième étages : huit appartements (deux par escalier).

b) Un bâtiment dit "Bâtiment B" sis derrière le "bâtiment A" auquel on accède par la rue Vauconsant, lequel sera élevé sur sous-sol, d'un rez de chaussée et de trois étages.

Ledit bâtiment :

Comportant une entrée donnant accès à une cage d'escalier (Observation faite que ce bâtiment ne comporte pas d'ascenseur) ;

Et comprenant :

- au sous-sol : dix neuf caves, quatre locaux vide-ordures, trois locaux pour les installations de gaz, un local pour les installations électriques.

- au rez de chaussée : la loge du gardien, une remise pour les voitures d'enfants et quatre appartements,

- aux premier, deuxième et troisième étages : cinq appartements ou studios.

#### 4° - PARKINGS

Cinquante deux emplacements pour le stationnement de voitures automobiles situés derrière le "bâtiment B" avec accès rue Vauconsant.

Le surplus du terrain étant aménagé en cour et jardin sauf ce qui est dit ci-après pour le lot numéro 237.

#### P L A N S

Sont demeurés ci-joints et annexés aux présentes, après mention :

- un plan de masse,
- un plan de distribution d'étage courant,
- un plan des sous-sols,
- un plan de répartition -1er étage bâtiment A,
- un plan de cellules,
- un plan du troisième étage du bâtiment A,
- un plan du cinquième étage du bâtiment A,
- un plan d'étage courant bâtiment B,
- un plan du rez-de-chaussée du bâtiment B,

#### PREMIERE PARTIE

#### "PARTIES PRIVATIVES" et "PARTIES COMMUNES"

##### I - Définition des "parties privatives"

ARTICLE 3 - Les locaux et espaces qui, aux termes de l'état descriptif de division ci-après établi, sont compris dans la composition d'un lot sont affectés à l'usage exclusif du propriétaire du lot considéré et comme tels constituent des "parties privatives".

Il en est de même pour les accessoires desdits locaux tels notamment que :

Les carrelages, dalles et, en général, tous revêtements ;

Les plafonds et les parquets (à l'exception des gros oeuvres, qui sont "parties communes") ;

Les cloisons intérieures avec leurs portes ;

Les portes palières, les fenêtres et portes fenêtres, les persiennes et volets, les appuis des fenêtres, les balcons particuliers ;

Les enduits des gros murs et cloisons séparatives ;

Les canalisations intérieures, les radiateurs de chauffage central ;

Les installations sanitaires des salles de bains, des cabinets de toilettes et water-closets;

Les installations de la cuisine, éviers, etc...;

Les placards et penderies ;

L'encadrement et le dessus des cheminées, les glaces ;

Les parties privatives comprennent, en outre, les espaces dont la jouissance exclusive est réservée à un copropriétaire déterminé, tels que les balcons et jardins.

Et, en résumé, tout ce qui est inclus à l'intérieur des locaux, la présente énumération n'étant qu'énonciative et non limitative.

Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire.

Les séparations entre les appartements, quand elles ne font pas partie du gros oeuvre, et les séparations des caves sont mitoyennes entre les copropriétaires voisins.

## II - Définition des "parties communes"

ARTICLE 4 - Les "parties communes" sont celles qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif d'un copropriétaire déterminé. Elles font l'objet d'une propriété indivise entre l'ensemble des copropriétaires.

Les parties communes comprennent notamment :

### A) Sol :

La totalité du sol, c'est-à-dire l'ensemble du terrain, en ce compris le sol des parties construites, des cours, parcs, jardin et des voies d'accès.

### B) Aménagements communs :

- Les aménagements communs, tels que les espaces verts et les voies intérieures de desserte;
- Les canalisations et réseaux divers, tels que ceux d'eau, de gaz, d'électricité et de tout-à-l'égout ;
- L'installation de chauffage central et de distribution d'eau chaude ;



- La loge du gardien et les autres locaux affectés à des services communs, tels que ceux de la chaufferie, les soutes et réserves de combustibles ;

C) Bâtiments :

Les éléments ci-après indiqués de chaque bâtiment, savoir :

- Les fondations, les gros murs de façade et de refend, les murs pignons ;
- Le gros oeuvre des planchers, à l'exclusion du revêtement du sol ;
- Les couvertures des bâtiments et toutes les terrasses accessibles ou non accessibles ;
- Les souches de cheminée ;
- Les coffres, gaines et têtes de cheminées, les tuyaux d'aération des water-closets et ceux de ventilation des salles de bains ;
- Les tuyaux de chute et d'écoulement des eaux pluviales, ménagères et usées, et du tout à l'égout, les conduits, prises d'air, canalisations, colonnes montantes et descendantes d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage central (sauf, toutefois, les parties de ces canalisations se trouvant à l'intérieur des appartements ou des locaux en dépendant et pouvant être affectées à l'usage exclusif de ceux-ci ;
- Les descents, couloirs et dégagements des caves, les locaux des machines des ascenseurs, des compteurs et des branchements d'égout.
- Les vestibules et couloirs d'entrée, les escaliers, leurs cages et paliers, les locaux pour bicyclettes et voitures d'enfants ;
- Tous les accessoires de ces parties communes, tels que les glaces, tapis, paillassons (non compris les tapis brosses sur les paliers d'entrée, qui sont parties privatives).



D) Eléments d'équipement des bâtiments :

- Les ascenseurs et leurs machineries ;
- Les antennes collectives ;
- Les vide-ordures ;

Cette énumération est purement énonciative et non pas limitative.

ARTICLE 5 - Accessoires aux parties communes -  
Sont accessoires aux parties communes :

- Le droit de surélever un bâtiment affecté à l'usage commun ou comportant plusieurs locaux qui constituent des parties privatives différentes, ou d'en affouiller le sol ;

- Le droit d'édifier des bâtiments nouveaux dans des cours, parcs ou jardins constituant des parties communes ;

- Le droit d'affouiller de tels cours, parcs ou jardins ;

- Le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

ARTICLE 6 - Les parties communes et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet séparément des parties privatives, d'une action en partage ni d'une licitation forcée.

DEUXIEME PARTIE

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

ARTICLE 7 - Désignation des lots - L'ensemble immobilier fait l'objet de 237 lots, savoir :

- pour le bâtiment A : cent quarante six lots numérotés de un à quarante sept (1 à 47) et de soixante sept à cent soixante cinq (67 à 165).

- pour le bâtiment B : trente huit lots numérotés de quarante huit à soixante six (48 à

66) et de cent soixante six à cent quatre vingt quatre (166 à 184).

- pour le parking : cinquante deux lots numérotés de cent quatre vingt cinq à deux cent trente six (185 à 236).

- Le lot numéro deux cent trente sept (237) étant constitué par la jouissance exclusive et particulière d'une parcelle de terrain dans les termes ci-après précisés.

La désignation de ces lots est établie ci-après. Elle comprend, pour chacun d'eux, l'indication des "parties privatives" réservées à la jouissance exclusive de son propriétaire et une quote-part indivise des "parties communes". Cette quote-part est exprimée en dix millièmes (10.000°).

Observation est ici faite que les numéros des caves, emplacements de garages, et parkings contenus dans cette désignation après l'indication du numéro du lot, se réfèrent exclusivement aux indications portées sur les plans ci-annexés, à l'exclusion de toutes autres et notamment de tout numérotage pouvant être apposé sur les portes de ces locaux ou sur les emplacements.

Les lots de l'ensemble, objet des présentes, comprennent :

No du lot	Désignation	Quote-part des parties communes en dix millièmes
(1)	(2)	(3)
	<u>BATIMENT "A"</u>	
1	Un local à usage commercial situé au rez de chaussée - Escalier 1. Et les cent quatre/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier ci .....	104
	A reporter .....	104

(1)	(2)	(3)
	Report .....	104
2	Un local à usage commercial si- tué au rez de chaussée - esca- lier 2 - à gauche de l'entrée, Et les trente et un/dix milliè- mes des parties communes de l' ensemble immobilier, ci .....	31
3	Un local à usage commercial si- tué au rez de chaussée - esca- lier 2 - à droite de l'entrée, Et les soixante deux/dix milliè- mes des parties communes de l' ensemble immobilier, ci .....	62
4	Un appartement sis au rez de chaussée - escalier 2 - à gau- che de l'entrée et comprenant : Entrée, salle d'eau, salle de séjour avec kitchenette, cham- bre. Jardin privatif aux droits de cet appartement, côté jardin, Et les quatre vingt quatre/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	84
5	Un local à usage commercial si- tué au rez de chaussée -esca- lier 3 - à gauche de l'entrée, Et les soixante deux/dix mil- lièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	62
6	Un appartement sis au rez de chaussée -escalier 3- à droite de l'entrée et comprenant : Entrée, salle d'eau, salle de séjour avec kitchenette, cham- bre, Jardin privatif aux droits de cet appartement, côté jardin, Et les quatre vingt quatre/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	84
	A reporter .....	427

(1)	(2)	(3)
	Report .....	427
7	Un local à usage commercial si- tué au rez de chaussée - esca- lier 4 - à gauche de l'entrée, Et les quatre vingt treize/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	93
8	Un local à usage commercial si- tué au rez de chaussée - à droi- te de l'entrée - escalier 4, et les soixante deux/dix millièmes des parties communes de l'en- semble immobilier, ci .....	62
9	Un appartement sis au premier étage - escalier 1 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé- choir, salle de bains, water- closet, placard rangement, bal- con, loggia, Et les cent soixante et onze/ dix millièmes des parties com- munes de l'ensemble immobilier, ci .....	171
10	Un appartement sis au premier étage - escalier 1 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier, séchoir, salle de bains, water- closet, placard rangement, balcon, loggia, Et les cent soixante quatre/ dix millièmes des parties com- munes de l'ensemble immobi- lier, ci .....	164
	A reporter .....	917

(1)	(2)	(3)
	Report .....	917
11	Un appartement sis au premier étage - escalier 2 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard rangement, balcon, loggia, Et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ...	156
12	Un local professionnel à usage de cabinet médical sis au premier étage - escaliers 2 et 3, Et les deux cent soixante quatre/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	264
13	Un appartement sis au premier étage - escalier 3 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard rangement, balcon, loggia, Et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	156
	A reporter .....	1.493

(1)	(2)	(3)
	Report .....	1.493
14	Un appartement sis au premier étage - escalier 4- à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier, séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, et les cent trente et un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	131
15	Un appartement sis au premier étage - escalier 4 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	156
16	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 1 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier, séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcons, loggias, et les cent soixante dix neuf/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	179
	A Reporter .....	1.959

(1)	(2)	(3)
	Report .....	1.959
17	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 1 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcons, loggia, Et les cent soixante douze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	172
18	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 2 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent soixante cinq/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	165
19	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 2 - à gauche de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent trente sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	137
20	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 3 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-	
	A reporter ...	2.433



(1)	(2)	(3)
	Report .....	2.433
	!choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, !Et les cent trente sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	137
21	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 3 - à gauche de l'escalier et comprenant : !Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé- !choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, !Et les cent soixante cinq/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	165
22	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 4 - à droite de l'escalier et comprenant : !entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé- !choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, !Et les cent trente sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	137
23	Un appartement sis au deuxième étage - escalier 4 - à gauche de l'escalier et comprenant : !Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé- !choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, !Et les cent soixante cinq/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	165
	A reporter .....	3.037



(1)	(2)	(3)
	Report .....	3.037
24	Un appartement sis au troisième étage - escalier 1 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcons, loggias, Et les cent soixante trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	163
25	Un appartement sis au troisième étage - escalier 1 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, une salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les deux cent deux/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	202
26	Un appartement sis au troisième étage - escalier 2 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent soixante treize/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	173
	A reporter .....	3.575

(1)	(2)	(3)
	Report .....	
27	Un appartement sis au troisième étage - escalier 2 - à gauche de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quarante trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	3.575
28	Un appartement sis au troisième étage - escalier 3 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quarante trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	143
29	Un appartement sis au troisième étage - escalier 3 - à gauche de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon-loggia, Et les cent soixante treize/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	143
30	Un appartement sis au troisième étage - escalier 4 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent quarante trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	173
	A reporter ...	4.177

(1)	(2)	(3)
	Report .....	4.177
31	Un appartement sis au troisième étage - escalier 4 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent soixante treize/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ..	173
32	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 1 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcons, loggias, Et les cent quatre vingt quinze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	195
33	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 1 - à gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier, séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quatre vingt neuf/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	189
	A reporter .....	4.734

(1)	(2)	(3)
	Report .....	4.734
34	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 2 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, bal- con loggia, Et les cent soixante dix neuf/ dix millièmes des parties com- munes de l'ensemble immobilier, ci .....	179
35	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 2 - à gauche de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante/dix mil- lièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	150
36	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 3 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé-choir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante/dix mil- lièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	150
	A reporter .....	5.213

(1)	(2)	(3)
	Report .....	5.213
37	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 3 - à gauche de l'escalier et comprenant: Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent soixante dix neuf/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier ci .....	179
38	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 4 - à droite de l'escalier et comprenant: entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	150
39	Un appartement sis au quatrième étage - escalier 4 - à gauche de l'escalier et comprenant: Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent soixante dix neuf/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	179
	A reporter .....	5.721

(1)	(2)	(3)
	Report .....	
40	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 1 - à droite de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, quatre chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, balcons loggias, Et les deux cent vingt sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier ci .....	5.721
41	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 1 - à gauche de l'escalier et comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent soixante et onze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier ci .....	227
42	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 2 - à droite de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quatre vingt sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	171
	A Reporter .....	187
		6.306



(1)	(2)	(3)
	Report .....	6.306
43	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 2 - à gauche de l'escalier et comprenant l'entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci..	156
44	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 3 - à droite de l'escalier et comprenant l'entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci..	156
45	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 3 - à gauche de l'escalier et comprenant l'entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quatre vingt sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	187
	A reporter .....	6.805

(1)	(2)	(3)
	Report .....	6.805
46	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 4 - à droite de l'escalier et comprenant l'entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	156
47	Un appartement sis au cinquième étage - escalier 4 - à gauche de l'escalier et comprenant l'entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quatre vingt sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	187
	- BATIMENT "B" -	
48	Un appartement sis au rez de chaussée - à droite de l'entrée et comprenant : l'entrée, salle de séjour, quatre chambres, salle de bains, water-closet, cabinet de toilette, placard, rangement, cuisine, cellier séchoir, jardin privatif au droit de l'appartement, côté Est, Et les deux cent seize/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	216
	A reporter .....	7.364



(1)	(2)	(3)
	Report .....	7.364
49	Un appartement sis au rez de chaussée - à gauche de l'en- trée - porte face et compre- nant : Entrée, cuisine, cellier sé- choir, salle de bains, water- closet, placards, salle de séjour, une chambre. Jardin privatif au droit de l'appar- tement, côté Ouest, Et les cent quatre/dix milliè- mes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	104
50	Un studio sis au rez de chaus- sée - à gauche de l'entrée - deuxième porte et comprenant : Entrée, salle de séjour avec kitchenette, salle de bains, water-closet, séchoir et ran- gement. Jardin privatif au droit de l'appartement, côté Ouest, Et les soixante et onze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci..	71
51	Un studio sis au rez de chaus- sée - à gauche de l'entrée, première porte et comprenant : Entrée, salle de séjour avec kitchenette, salle de bains, water-closet, séchoir. Jardin privatif au droit de l'appartement, côté Ouest, Et les soixante quinze/dix millièmes des parties commu- nes de l'ensemble immobilier, ci .....	75
	A reporter ...	7.614

(1)	(2)	(3)
	Report .....	7.614
52	Un appartement sis au premier étage - porte face de l'escalier comprenant : Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	150
53	Un appartement sis au premier étage - porte face gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, chambre, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent dix/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	110
54	Un studio sis au premier étage à gauche de l'escalier - porte du milieu et comprenant : Entrée, studio avec kitchenette, salle de bains, water-closet, séchoir, rangement, balcon loggia, Et les soixante huit/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	68
55	Un appartement sis au premier étage - à gauche des l'escalier porte droite au fond du couloir et comprenant : Entrée, salle de séjour, deux	
	A reporter .....	7.942

(1)	(2)	(3)
	Report .....	7.942
	chambres, cuisine, cellier sé- choir, salle de bains, water- closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante/dix mil- lièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	150
56	Un appartement sis premier étage - à gauche de l'escalier porte gauche au fond du couloir et comprenant : Entrée, salle de séjour, trois chambres, cuisine, cellier sé- choir, salle de bains, water- closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent soixante dix neuf/ dix millièmes des parties com- munes de l'ensemble immobilier ci .....	179
57	Un appartement sis au deuxième étage - porte face de l'esca- lier comprenant : Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier sé- choir, salle de bains, water- closet, placard, rangement, balcon, loggia, Et les cent cinquante huit/ dix millièmes des parties com- munes de l'ensemble immobi- lier, ci .....	158
58	Un appartement sis au deuxième étage - porte face gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, cham- bre, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia,	
	A reporter .....	8.429

(1)	(2)	(3)
	Report .....	8.429
	Et les cent quinze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci ....	115
59	Un studio sis au deuxième étage - à gauche de l'escalier - porte du milieu et comprenant: Entrée, studio avec kitchenette, salle de bains, water-closet, séchoir, rangement, balcon, loggia, Et les soixante et onze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	71
60	Un appartement sis au deuxième étage - à gauche de l'escalier - porte droite au fond du couloir et comprenant: Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante huit/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	158
61	Un appartement sis au deuxième étage - à gauche de l'escalier - porte gauche au fond du couloir et comprenant: Entrée, salle de séjour, trois chambres cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quatre vingt sept/	
	A reporter .....	8.773

(1)	(2)	(3)
	Report .....	8.773
	dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier ci .....	187
62	Un appartement sis au troisième étage - porte face de l'escalier comprenant : Entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent cinquante huit/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	158
63	Un appartement sis au troisième étage - porte face gauche de l'escalier et comprenant : Entrée, salle de séjour, chambre, cuisine, cellier séchoir, salle de bains, water-closet, placard, rangement, balcon loggia, Et les cent quinze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	115
64	Un studio sis au troisième étage à gauche de l'escalier - porte du milieu et comprenant : Entrée, studio avec kitchenette, salle de bains, water-closet, séchoir, rangement, balcon, loggia, Et les soixante et onze/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	71
	A reporter .....	9.304

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.304
65	!Un appartement sis au troisiè- !me étage - à gauche de l'esca- !lier porte droite au fond du !couloir et comprenant : !Entrée, salle de séjour, deux !chambres, cuisine, cellier sé- !choir, salle de bains, water- !closet, placard, rangement, !balcon, loggia, !Et les cent cinquante huit/dix !millièmes des parties communes !de l'ensemble immobilier, ci...	158
66	!Un appartement sis au troisiè- !me étage à gauche de l'escalier !porte gauche au fond du cou- !loir et comprenant : !Entrée, salle de séjour, trois !chambres, cuisine, cellier sé- !choir, salle de bains, water- !closet, placard, rangement, !balcon, loggia, !Et les cent quatre vingt sept/ !dix millièmes des parties com- !munes de l'ensemble immobi- !lier, ci .....	187
	- BATIMENT "A" -	
67	!Une cave au sous-sol portant !le numéro un sur le plan du !sous-sol, !Et les un/dix millièmes des !parties communes de l'ensem- !ble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.650

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.650
68	Une cave au sous-sol portant le numéro deux sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
69	Une cave au sous-sol portant le numéro trois sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
70	Une cave au sous-sol portant le numéro quatre sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
71	Une cave au sous-sol portant le numéro cinq sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
72	Une cave au sous-sol portant le numéro six sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensem- ble immobilier, ci .....	1
73	Une cave au sous-sol portant le numéro sept sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensem- ble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.656



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.656
74	Une cave au sous-sol portant le numéro huit sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
75	Une cave au sous-sol portant le numéro neuf sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
76	Une cave au sous-sol portant le numéro dix sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
77	Une cave au sous-sol portant le numéro onze sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
78	Une cave au sous-sol portant le numéro douze sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
79	Une cave au sous-sol portant le numéro treize sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A Reporter .....	9.662



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.662
80	Une cave au sous-sol portant le numéro quatorze sur le plan du sous-sol et, les un/dix millièmes des par- ties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
81	Une cave au sous-sol portant le numéro quinze sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
82	Une cave au sous-sol portant le numéro seize sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
83	Une cave au sous-sol portant le numéro dix-sept sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
84	Une cave au sous-sol portant le numéro dix-huit sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
85	Une cave au sous-sol portant le numéro dix-neuf sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.668

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.668
86	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
87	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt et un sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
88	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt deux sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
89	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt trois sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
90	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt quatre sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
91	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt cinq sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.674

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.674
92	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt six sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
93	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt sept sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
94	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt huit sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensem- ble immobilier, ci .....	1
95	Une cave au sous-sol portant le numéro vingt neuf sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
96	Une cave au sous-sol portant le numéro trente sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
97	Une cave au sous-sol portant le numéro trente et un sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.680

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.680
98	Une cave au sous-sol portant le numéro trente deux sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
99	Une cave au sous-sol portant le numéro trente trois sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
100	Une cave au sous-sol portant le numéro trente quatre sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
101	Une cave au sous-sol portant le numéro trente cinq sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
102	Une cave au sous-sol portant le numéro trente six sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
103	Une cave au sous-sol portant le numéro trente sept sur le plan du sous-sol, et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci...	1
	A reporter .....	9.686

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.686
104	Une cave au sous-sol portant le numéro trente huit sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
105	Une cave au sous-sol portant le numéro trente neuf sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
106	Une cave au sous-sol portant le numéro quarante sur le plan du sous-sol, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
107	Un local à usage de réserve portant le numéro un - au sous-sol - escalier 1 avec communication avec le local à usage commercial numéro un, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
108	Une réserve portant le numéro deux - située au sous-sol - escalier 2, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.693

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.693
109	Une réserve portant le numéro trois - située au sous-sol - escalier 2, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
110	Un local à usage de réserve portant le numéro quatre - au sous-sol - escalier 3 - avec communication avec le local à usage commercial numéro trois, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
111	Un local à usage de réserve portant le numéro cinq - au sous-sol - escalier 3 - avec communication avec le local numéro cinq, Et les deux/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	2
112	Un local à usage de réserve portant le numéro six - au sous-sol - escalier 4 - avec communication avec le local à usage commercial numéro sept, Et les deux/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	2
113	Un local à usage de réserve portant le numéro sept - au sous-sol - escalier 4 - avec	
	A reporter ..	9.701

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.701
	communication avec le local à usage commercial numéro huit, Et les deux/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	2
114	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro un, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
115	Un emplacement de garage pour voiture automobile, au sous-sol portant le numéro deux, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
116	Un emplacement de garage au sous-sol pour voiture automobile portant le numéro trois, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
117	Un emplacement de garage au sous-sol pour voiture automobile portant le numéro quatre, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
118	Un emplacement de garage au sous-sol pour voiture automobile portant le numéro cinq, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.718



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.718
119	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro six, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
120	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro sept, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobiliers, ci .....	3
121	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro huit, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
122	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro neuf, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
123	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro dix, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
124	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro onze, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter ....	9.736



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.736
125	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro douze, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
126	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro treize, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
127	Un emplacement de garage pour voiture automobile au sous-sol portant le numéro quatorze, Et les sept/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	7
128	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quinze, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
129	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro seize, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.755

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.755
130	Un emplacement de garage pour voiture automobile portant le numéro dix-sept, situé au sous- sol, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
131	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro dix-huit, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
132	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro dix-neuf, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
133	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
134	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt et un, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.770

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.770
135	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt deux, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
136	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt trois, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
137	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt quatre, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
138	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt cinq, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
139	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt six, Et les trois/dix millièmes des	
	A reporter .....	9.782

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.782
	parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
140	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt sept, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
141	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt huit, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
142	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro vingt neuf, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
143	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
144	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au	3
	A reporter .....	9.797

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.797
	sous-sol portant le numéro trente et un,	
	Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
145	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente deux, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
146	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente trois, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
147	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente quatre, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
148	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente cinq, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.812

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.812
149	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente six, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
150	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente sept, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
151	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente huit, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
152	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro trente neuf, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
153	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.827

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.827
154	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante et un, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
155	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante deux, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
156	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante trois, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
157	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante quatre, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
158	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante cinq, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.842



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.842
159	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante six, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
160	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante sept, et Les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
161	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante huit, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
162	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro quarante neuf, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
163	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro cinquante, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
	A reporter .....	9.857



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.857
164	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro cinquante et un, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	3
165	Un emplacement de garage pour voiture automobile situé au sous-sol portant le numéro cinquante deux, Et les trois/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobiliers, ci .....	3
	- BATIMENT "B" -	
166	Une cave située au sous-sol portant le numéro un, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
167	Une cave située au sous-sol portant le numéro deux, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
168	Une cave située au sous-sol portant le numéro trois, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
169	Une cave située au sous-sol portant le numéro quatre, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.867

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.867
170	Une cave située au sous-sol portant le numéro cinq, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
171	Une cave située au sous-sol portant le numéro six, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
172	Une cave située au sous-sol portant le numéro sept, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
173	Une cave située au sous-sol portant le numéro huit; Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
174	Une cave située au sous-sol portant le numéro neuf, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
175	Une cave située au sous-sol portant le numéro dix, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.873

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.873
176	Une cave située au sous-sol portant le numéro onze, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
177	Une cave située au sous-sol portant le numéro douze, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
178	Une cave située au sous-sol portant le numéro treize, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
179	Une cave située au sous-sol portant le numéro quatorze, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
180	Une cave située au sous-sol portant le numéro quinze, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
181	Une cave située au sous-sol portant le numéro seize, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
182	Une cave située au sous-sol portant le numéro dix-sept,	
	A reporter ...	9.879

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.879
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
183	Une cave située au sous- sol portant le numéro dix- huit, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
184	Une cave située au sous- sol portant le numéro dix neuf, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
185	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro un avec sortie par la rue Vaucon- sant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
186	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro deux avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci..	1
	A reporter ..	9.884

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.884
187	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trois, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
188	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quatre, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
189	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro cinq, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
190	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro six avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
191	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro sept, avec sortie par la rue Vauconsant,	
	A reporter .....	9.888

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.888
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
192	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro huit, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
193	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro neuf, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
194	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro dix avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
195	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro onze, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.893

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.893
196	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro douze, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
197	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro treize, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
198	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quatorze, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
199	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quinze, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.897



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.897
200	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro seize, avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
201	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro dix-sept avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
202	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro dix-huit avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
203	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro dix-neuf avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.901



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.901
204	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
205	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt et un avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
206	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt deux avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
207	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt trois avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
208	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt quatre avec sortie par la rue Vauconsant,	
	A reporter ....	9.905

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.905
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'en-semble immobilier, ci .....	1
209	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt cinq avec sortie par la rue Vauconsant,	
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'en-semble immobilier, ci .....	1
210	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt six avec sortie par la rue Vauconsant,	
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'en-semble immobilier, ci .....	1
211	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt sept avec sortie par la rue Vauconsant,	
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'en-semble immobilier, ci .....	1
212	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt huit avec sortie par la rue Vauconsant,	
	Et les un/dix millièmes des parties communes de l'en-semble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.910

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.910
213	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro vingt neuf avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
214	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
215	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente et un avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
216	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente deux avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.914

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.914
217	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente trois avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
218	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente quatre avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
219	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente cinq avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
220	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente six avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
221	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente sept avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.919

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.919
222	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente huit avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
223	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro trente neuf avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
224	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
225	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante et un avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.923

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.923
226	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante deux avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
227	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante trois avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
228	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante quatre avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
229	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante cinq avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.927

(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.927
230	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante six avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
231	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante sept avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
232	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante huit avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
233	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro quarante neuf avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
	A reporter .....	9.931



(1)	(2)	(3)
	Report .....	9.931
234	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro cinquante avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
235	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro cinquante et un avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
236	Un emplacement de voiture automobile dans le parking portant le numéro cinquante deux avec sortie par la rue Vauconsant, Et les un/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	1
237	La jouissance exclusive et particulière d'une parcelle de terrain sise derrière le bâtiment "A" d'une contenance de deux cent cinquante six mètres carrés environ, Ladite parcelle à usage de cour de tennis, Et les soixante six/dix millièmes des parties communes de l'ensemble immobilier, ci .....	66
	A reporter .....	10.000
		=====

TABLEAU RECAPITULATIF

L'état descriptif de division qui précède est résumé dans un tableau récapitulatif établi ci-après conformément à l'article soixante et onze du décret numéro 55-1350 du quatorze octobre mil neuf cent cinquante cinq, modifié par le décret numéro 59-90 du sept janvier mil neuf cent cinquante neuf, portant application du décret numéro 55-22 du quatre janvier mil neuf cent cinquante cinq.

N° du lot	esca- lier	bâti- ment	étage	nature du lot	quote-part dans la pro- priété du sol en dix mil- lièmes	Obser- vations
1	2	3	4	5	6	7
1	1	A	R.de.Ch.	local		
2	2	"	"	comm.	104	
3	2	"	"	"	31	
4	2	"	"	"	62	
5	3	"	"	appart.	84	
6	3	"	"	Local		
7	4	"	"	comm.	62	
8	4	"	"	appart.	84	
9	1	"	"	local		
10	1	"	"	comm.	93	
11	2	"	"	"	62	
12	2-3	"	1er étage	appart.		
13	3	"	"	"	171	
14	4	"	"	"	164	
15	4	"	"	"	156	
16	1	"	"	local		
17	1	"	2ème étage	profes.	264	
18	2	"	"	appart.	156	
19	2	"	"	"	131	
				"	156	
				"	179	
				"	172	
				"	165	
				"	137	
A reporter .					2.433	

1	2	3	4	5	6	7
20	3	A	2ème étage	Report: appart.	2.433	
21	3	"	"	"	137	
22	4	"	"	"	165	
23	4	"	"	"	137	
24	1	"	3ème étage	"	165	
25	1	"	"	"	163	
26	2	"	"	"	202	
27	2	"	"	"	173	
28	3	"	"	"	143	
29	3	"	"	"	143	
30	4	"	"	"	173	
31	4	"	"	"	143	
32	1	"	4ème étage	"	173	
33	1	"	"	"	195	
34	2	"	"	"	189	
35	2	"	"	"	179	
36	3	"	"	"	150	
37	3	"	"	"	150	
38	4	"	"	"	179	
39	4	"	"	"	150	
40	1	"	5ème étage	"	179	
41	1	"	"	"	227	
42	2	"	"	"	171	
43	2	"	"	"	187	
44	3	"	"	"	156	
45	3	"	"	"	156	
46	4	"	"	"	187	
47	4	"	"	"	156	
48		B	R.de.Ch	"	187	
49		"	"	"	216	
50		"	studio	"	104	
					71	
A reporter:					7.539	

1	2	3	4	5	6	7
				Report :	7.539	
51		B	R. de Ch	studio	75	
52		"	"	appart.	150	
53		"	1er	"		
54		"	étage	"	110	
55		"	"	studio	68	
56		"	"	appart.	150	
57		"	"	"	179	
		"	2ème	"		
58		"	étage	"	158	
59		"	"	"	115	
60		"	"	studio	71	
61		"	"	appart.	158	
62		"	"	"	187	
		"	3ème	"		
63		"	étage	"	158	
64		"	"	"	115	
65		"	"	studio	71	
66		"	"	appart.	158	
67		A	"	"	187	
			sous-			
68		"	sol	cave	1	
69		"	"	"	1	
70		"	"	"	1	
71		"	"	"	1	
72		"	"	"	1	
73		"	"	"	1	
74		"	"	"	1	
75		"	"	"	1	
76		"	"	"	1	
77		"	"	"	1	
78		"	"	"	1	
79		"	"	"	1	
80		"	"	"	1	
81		"	"	"	1	
82		"	"	"	1	

A reporter ... 9.665

1	2	3	4	5	6	7
				Report:	9.665	
83		A	sous-			
84		"	sol	cave	1	
85		"	"	"	1	
86		"	"	"	1	
87		"	"	"	1	
88		"	"	"	1	
89		"	"	"	1	
90		"	"	"	1	
91		"	"	"	1	
92		"	"	"	1	
93		"	"	"	1	
94		"	"	"	1	
95		"	"	"	1	
96		"	"	"	1	
97		"	"	"	1	
98		"	"	"	1	
99		"	"	"	1	
100		"	"	"	1	
101		"	"	"	1	
102		"	"	"	1	
103		"	"	"	1	
104		"	"	"	1	
105		"	"	"	1	
106		"	"	"	1	
107		"	"	"	1	
			local à			
108		"	usage de			
109		"	réserve		3	
110		"	réserve		1	
		"	"		1	
			local à			
111		"	usage de			
112		"	réserve		3	
113		"	"		2	
		"	"		2	
		"	"		2	

A reporter ... 9.703

1	2	3	4	5	6	7
114		A	sous-	Report :	9.703	
115		"	sol	empl.de		
116		"	"	garage	3	
117		"	"	"	3	
118		"	"	"	3	
119		"	"	"	3	
120		"	"	"	3	
121		"	"	"	3	
122		"	"	"	3	
123		"	"	"	3	
124		"	"	"	3	
125		"	"	"	3	
126		"	"	"	3	
127		"	"	"	3	
128		"	"	"	7	
129		"	"	"	3	
130		"	"	"	3	
131		"	"	"	3	
132		"	"	"	3	
133		"	"	"	3	
134		"	"	"	3	
135		"	"	"	3	
136		"	"	"	3	
137		"	"	"	3	
138		"	"	"	3	
139		"	"	"	3	
140		"	"	"	3	
141		"	"	"	3	
142		"	"	"	3	
143		"	"	"	3	
144		"	"	"	3	
145		"	"	"	3	
146		"	"	"	3	
147		"	"	"	3	
148		"	"	"	3	
149		"	"	"	3	
150		"	"	"	3	

Areporter .... 9.818

1	2	3	4	5	6	7
151		A	sous-sol	Report: Empl. de garage	9.818	
152		"	"	"	3	
153		"	"	"	3	
154		"	"	"	3	
155		"	"	"	3	
156		"	"	"	3	
157		"	"	"	3	
158		"	"	"	3	
159		"	"	"	3	
160		"	"	"	3	
161		"	"	"	3	
162		"	"	"	3	
163		"	"	"	3	
164		"	"	"	3	
165		"	"	"	3	
166		B	"	"	3	
167		"	"	cave	1	
168		"	"	"	1	
169		"	"	"	1	
170		"	"	"	1	
171		"	"	"	1	
172		"	"	"	1	
173		"	"	"	1	
174		"	"	"	1	
175		"	"	"	1	
176		"	"	"	1	
177		"	"	"	1	
178		"	"	"	1	
179		"	"	"	1	
180		"	"	"	1	
181		"	"	"	1	
182		"	"	"	1	
183		"	"	"	1	
184		"	"	"	1	
185		"	"	"	1	
186		"	"	R. de Ch. Empl. parking	1	
187		"	"	"	1	
					1	
A reporter ...					9.885	



1	2	3	4	5	6	7
				Report :	9.885	
188		B	R.de.C	Empl. parking	1	
189		"	"	"	1	
190		"	"	"	1	
191		"	"	"	1	
192		"	"	"	1	
193		"	"	"	1	
194		"	"	"	1	
195		"	"	"	1	
196		"	"	"	1	
197		"	"	"	1	
198		"	"	"	1	
199		"	"	"	1	
200		"	"	"	1	
201		"	"	"	1	
202		"	"	"	1	
203		"	"	"	1	
204		"	"	"	1	
205		"	"	"	1	
206		"	"	"	1	
207		"	"	"	1	
208		"	"	"	1	
209		"	"	"	1	
210		"	"	"	1	
211		"	"	"	1	
212		"	"	"	1	
213		"	"	"	1	
214		"	"	"	1	
215		"	"	"	1	
216		"	"	"	1	
217		"	"	"	1	
218		"	"	"	1	
219		"	"	"	1	
220		"	"	"	1	
221		"	"	"	1	
222		"	"	"	1	
223		"	"	"	1	
224		"	"	"	1	
225		"	"	"	1	
A reporter .....					9.923	

1	2	3	4	5	6	7
226				Report:	9.923	
227		B	R.de.C.	Empl.		
228		"	"	parking	1	
229		"	"	"	1	
230		"	"	"	1	
231		"	"	"	1	
232		"	"	"	1	
233		"	"	"	1	
234		"	"	"	1	
235		"	"	"	1	
236		"	"	"	1	
237		"	"	"	1	
				Par.Ter.		
				tennis	66	
TOTAL .....					10.000	

- TROISIEME PARTIE -

REGLEMENT DE COPROPRIETE

TITRE I

DESTINATION ET USAGE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

CHAPITRE I

DESTINATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

ARTICLE 8 - L'ensemble immobilier est destiné à l'usage d'habitation. Toutefois, les boutiques situées au rez de chaussée du bâtiment "A" et formant les lots numéros 1, 2, 3, 5, 7, 8 pourront être utilisées à usage commercial, le lot numéro 12 étant réservé à usage de cabinet médical.

CHAPITRE II

USAGE DES "PARTIES PRIVATIVES"

ARTICLE 9 - Chacun des copropriétaires aura le droit de jouir, comme bon lui semblera, des parties privatives comprises dans son lot, à condition de ne pas nuire aux droits des autres copropriétaires et de ne rien faire qui puisse, soit compromettre la solidité d'un bâtiment, soit porter atteinte à la destination de l'ensemble immobilier et sous les réserves qui vont être ci-après formulées.

1) Occupation.

a) Appartements:

Les appartements ne pourront être occupés que bourgeoisement ou affectés à l'exercice d'une profession libérale.

La location en meublé d'appartements entiers est autorisée. En revanche, la transformation des appartements en chambres meublées destinées à être louées à des personnes distinctes est interdite.

Les copropriétaires et occupants devront veiller à ce que la tranquillité de l'ensemble immobilier ne soit, à aucun moment, troublée par leur fait, celui des personnes de leur famille, de leurs invités, de leurs clients ou des gens à leur service.

Ils ne pourront avoir aucun animal malfaisant, malodorant, malpropre ou criard.

Toutefois, les professions de dentiste, chirurgien dentiste, médecine générale et spécialistes médicaux seront exercées uniquement dans les lots numéro onze et douze.

Pour les autres locaux, les propriétaires devront obtenir l'accord des propriétaires des lots numéros onze et douze.

b) Boutiques et magasins :

Les boutiques et magasins pourront être utilisés pour l'exercice de n'importe quel commerce ou industrie, à la condition que l'activité exercée ne nuise pas à la sécurité de l'ensemble immobilier et à la tranquillité des autres occupants, notamment par le bruit qui serait produit ou les odeurs qui seraient dégagées.

Il ne pourra être exercé plusieurs commerces de même nature dans les locaux à usage commercial situés au rez de chaussée du bâtiment "A".

c) Jouissance terrain :

Le terrain dont la jouissance exclusive forme le lot numéro deux cent trente sept, devra toujours rester à utilisation de "cours de Tennis" ou "espace vert".

2) Bruits - Troubles de voisinage - L'usage des appareils de radiophonie et des électrophones est autorisé sous réserve de l'observation des règlements de ville et de police, et sous réserve également que le bruit en résultant ne soit pas perceptible par des voisins.

Tout bruit ou tapage, de quelque nature que ce soit, troublant la tranquillité des occupants, est formellement interdit, alors même qu'il aurait lieu dans l'intérieur des appartements.

Les copropriétaires ne pourront faire ou laisser faire aucun travail avec ou sans machine et outils, de quelque genre ce soit, qui soit de nature à nuire à la solidité d'un bâtiment ou à gêner leurs voisins par le bruit, l'odeur, les vibrations ou autrement.

3) Utilisation des fenêtres et balcons - Il ne pourra être étendu de linge aux fenêtres et balcons ; aucun objet ne pourra être posé sur le bord des fenêtres et balcons. Les vases à fleurs devront être fixés et reposer sur des dessous étanches, de nature à conserver l'excédent d'eau, pour ne pas détériorer les murs ni

incommoder les voisins ou passants.

On devra se conformer aux règlements de police pour battre ou secouer les tapis et chiffons de nettoyage.

4) Harmonie de l'ensemble immobilier -

a) Appartements :

Les fenêtres et persiennes, les garde-corps, balustrades, rampes et barres d'appui des balcons et fenêtres, même la peinture et, d'une façon générale, tout ce qui contribue à l'harmonie de l'ensemble, ne pourront être modifiés, bien que constituant une "partie privative", sans autorisation de l'assemblée générale des copropriétaires.

La pose des stores est autorisée, sous réserve que la teinte figure au nombre de celles adoptées par l'assemblée générale des copropriétaires.

Les tapis-brosses sur les paliers d'entrée, quoique fournis par chaque copropriétaire, devront être d'un modèle unique arrêté par l'assemblée générale des copropriétaires.

Les portes d'entrée des appartements ne pourront être modifiées qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale des copropriétaires.

Le tout devra être entretenu en bon état et aux frais de chacun des copropriétaires.

b) Boutiques et magasins :

La devanture et la décoration extérieure des boutiques et magasins devront être agréées par le syndic de l'immeuble.

5) Antennes - Une antenne collective radio et une antenne collective de télévision seront installées sur le toit de chacun des bâtiments ;

le raccordement devra être effectué aux frais de chaque copropriétaire.

L'installation d'antennes individuelles extérieures ne sera pas autorisée.

6) Plaques indicatrices - Les personnes exerçant une profession libérale dans l'ensemble immobilier pourront apposer une plaque indiquant au public leur nom, leur profession et le lieu où elles exercent leur activité, savoir : à l'entrée de l'ensemble et à l'entrée du bâtiment dans lequel se trouvent situés leurs locaux professionnels. Le modèle et l'emplacement de chacune de ces deux catégories de plaques seront fixés par le syndic.

7) Enseignes -

a) Appartements :

Il ne pourra être placé sur la façade des appartements aucune enseigne, réclame, lanterne ou écriteau quelconque.

b) Boutiques et magasins :

Les occupants des boutiques et magasins pourront placer des enseignes au droit de ceux-ci. Toutefois, ces enseignes ne pourront constituer une gêne pour les autres occupants de l'ensemble immobilier, ni nuire à l'harmonie générale de cet ensemble.

8) Réparations - Accès des ouvriers - Les copropriétaires devront souffrir, sans indemnité, l'exécution des réparations qui deviendraient nécessaires aux "parties communes", quelle qu'en soit la durée, et, si besoin est, livrer accès aux architectes, entrepreneurs et ouvriers chargés de surveiller, conduire ou faire ces travaux.

9) Libre accès - En cas d'absence prolongée, tout occupant devra laisser les clés de son appartement au gardien ou à une personne résidant



effectivement dans la commune de la situation de l'immeuble. L'adresse de cette personne devra être portée à la connaissance du syndic. Le détenteur des clés sera autorisé à pénétrer dans l'appartement en cas d'urgence.

10) Radiateurs - Chaque copropriétaire ne pourra, sans l'autorisation du syndic, remplacer les radiateurs se trouvant dans son lot par des appareils augmentant la surface de chauffage, ni augmenter le nombre de ces radiateurs.

11) Entretien des canalisations d'eau et robinetterie - Afin d'éviter les fuites d'eau et les vibrations dans les canalisations, les robinets et chasses de cabinets d'aisances devront être maintenus en bon état de fonctionnement et les réparations exécutées sans retard.

Pendant les gelées, il ne pourra être jeté d'eau dans les conduits extérieurs d'évacuation.

12) Responsabilité - Tout copropriétaire restera responsable, à l'égard des autres copropriétaires, des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence, et celle d'un de ses préposés ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

13) Ramonages - Les conduits de fumée et les appareils qu'ils desservent devront être ramonés suivant les règlements d'usage. L'utilisation des poêles à combustion lente est formellement interdite. Chaque copropriétaire sera responsable de tous les dégâts occasionnés par un feu de cheminée qui se serait déclaré dans ses locaux. Dans cette hypothèse, tous travaux de réparations et de reconstruction devront être faits sous la surveillance de l'architecte désigné par le syndic.

14) Surcharge des planchers - Il ne pourra être placé ni entreposé aucun objet dont le poids excéderait la limite de charge des planchers, afin de ne pas compromettre leur solidité ou celle des murs et de ne pas détériorer



ou lézarder les plafonds.

15) Modifications intérieures des locaux - Chaque copropriétaire pourra modifier, comme bon lui semblera, la disposition intérieure de son appartement, mais il devra en aviser le syndic. Celui-ci pourra exiger que les travaux soient exécutés sous la surveillance de l'architecte qu'il désignera, dont les honoraires seront à la charge du copropriétaire faisant exécuter les travaux. Ce copropriétaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas nuire à la solidité de l'immeuble et il sera responsable de tous affaissements et dégradations qui se produiraient du fait de ces travaux.

16) Balcons et loggias - Les copropriétaires qui bénéficient de la jouissance exclusive des balcons et loggias seront personnellement responsables de tous dommages, fissures, fuites, etc... provenant de leur fait, direct ou indirect, et des aménagements, plantations et installations quelconques qu'ils auraient effectués. Ils supporteront, en conséquence, tous les frais de remise en état qui s'avèreraient nécessaires en raison des dommages ci-dessus visés.

En cas de carence, les travaux pourront être commandés par le syndic  
aux frais de ces copropriétaires.

En revanche, les gros travaux résultant d'une vétusté normale seront à la charge de la collectivité.

17) Jardins - Les copropriétaires qui bénéficient de la jouissance exclusive de jardins devront en respecter l'aspect général. Ils ne pourront modifier les plantations sans l'accord du syndic.

En cas de carence, les travaux d'entretien et de remise en état pourront être commandés, à leurs frais, par ledit syndic.

CHAPITRE III

USAGE DES "PARTIES COMMUNES"

ARTICLE 10 - Chacun des copropriétaires usera librement des "parties communes" suivant leur destination, mais sans faite obstacle aux droits des autres copropriétaires.

Aucun des copropriétaires ou occupants de l'ensemble ne pourra encombrer les entrées, les vestibules, paliers et escaliers, cours et autres endroits communs, ni laisser séjourner quoi que ce soit sur ces parties de l'ensemble.

Les vestibules d'entrée ne pourront, en aucun cas, servir de garages de bicyclettes, de motocyclettes ou de voitures d'enfants.

Les personnes utilisant les ascenseurs devront se conformer aux dispositions d'usage et, spécialement, veiller à la fermeture des portes palières

Il ne pourra être fait usage des ascenseurs pour monter les approvisionnements quels qu'ils soient. Les fournisseurs et ouvriers appelés à effectuer des travaux dans les bâtiments ne pourront également en faire usage.

Les tapis des escaliers, s'il en existe, pourront être enlevés tous les ans, en été, pendant une période de trois mois, pour le battage, sans que les copropriétaires (et les locataires, s'il en existe) puissent réclamer une indemnité quelconque.

Les livraisons dans l'immeuble de provisions, matières sales ou encombrantes, etc... devront être faites le matin, avant dix heures.

Il ne devra être introduit dans l'immeuble aucune matière dangereuse, insalubre ou malodorante.

D'une manière générale, les copropriétaires devront respecter toutes les servitudes qui grèvent ou qui pourront grever la propriété.

Chaque copropriétaire sera personnellement responsable des dégradations faites aux parties communes, et d'une manière générale, de toutes les conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à leur destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait de son locataire, de son personnel ou des personnes se rendant chez lui.

## TITRE II

### ETAT DE REPARTITION DES CHARGES

#### CHAPITRE I

##### CHARGES COMMUNES

##### A L'ENSEMBLE DES COPROPRIETAIRES

ARTICLE 11 - Sont communes à tous les copropriétaires :

- les charges générales ci-après définies ;
- et les frais de chauffage central, ainsi que d'eau chaude.

#### § 1. - CHARGES GENERALES -

##### I. - Définition

ARTICLE 12 - Les charges générales comprennent, savoir :

- a) Voirie et réseaux divers - Les frais d'entretien, de réfection et de remplacement :
  - de la voirie intérieure et de ses accessoires, tels que les appareils d'éclairage ;
  - de toutes canalisations communes, telles que celles d'eau, de gaz, d'électricité ou de tout-à-l'égout.

RENOI page 79

ARTICLE 10bis - USAGE DES GARAGES, BOXES ET  
PARKINGS -

En outre des droits et obligations prévus au présent titre, les copropriétaires de garages sont soumis aux dispositions ci-après :

1. - Les garages, boxes et parkings ne pourront servir qu'au remisage. Il ne pourra y être exploité aucun atelier de réparations. Des appareils extincteurs facilement accessibles devront y être placés aux frais des occupants. Il ne pourra y être entreposé une quantité d'essence ou autre matière inflammable supérieure à celle acceptée par les compagnies d'assurances sans surprime et autorisée par les règlements en vigueur.

2. - L'emploi des trompes et avertisseurs ne sera permis que pour l'entrée et la sortie des voitures. Il est interdit de faire tourner les moteurs autrement que pour les besoins des départs et des arrivées./.

b) Espaces verts - Les frais d'entretien et de réfection des pelouses, massifs et parterres ;

Les salaires des personnes chargées de cet entretien et les charges sociales y afférentes.

c) Nettoyage - Eclairage - Les frais de balayage et de nettoyage de la voirie ;

Les frais d'éclairage de la voirie et des espaces verts ;

Les salaires des personnes chargées de ces opérations et les charges sociales y afférentes.

d) Gardiennage - Le salaire du gardien et la fourniture des avantages en nature consentis au gardien, tels que logement, chauffage, éclairage.

Observation faite que les charges générales comportent à ce dernier titre, notamment :

- une quote-part des frais de chauffage et d'eau chaude, déterminée comme il sera dit ci-après à l'article 17, en raison des prestations en nature fournies au gardien.

---

---

e) Frais de fonctionnement du syndicat - Les honoraires du syndic et les frais nécessités par le fonctionnement du syndicat.

Et, d'une manière générale, toutes les charges qui ne seront pas visées aux articles ci-après.

f) Impôts - Les impôts, contributions et taxes, sous quelque forme et dénomination que

ce soit, auxquels seront assujetties toutes les "parties communes" de l'ensemble et même ceux afférents aux "parties privatives", tant que, en ce qui concerne ces derniers, le service des contributions directes ne les aura pas répartis entre les divers copropriétaires.

## II - Répartition

ARTICLE 13 - Les charges générales seront réparties entre les copropriétaires, au prorata des quotes-parts de parties communes générales contenues dans les lots.

Toutefois, les copropriétaires qui aggraveront les charges générales par leur fait, celui de leurs locataires ou des gens à leur service, supporteront seuls les frais et dépenses ainsi occasionnés.

## § 2. - FRAIS DE CHAUFFAGE ET D'EAU CHAUDE.

### I - Définition

ARTICLE 14 - Les frais de chauffage et d'eau chaude comprennent les dépenses d'entretien, de réparation et même de remplacement des installations de chauffage central et d'eau chaude, tels que le prix du mazout et autres combustibles, le coût de l'eau, celui de l'électricité consommée par les brûleurs et les circulateurs, les salaires du chauffeur et les charges sociales y afférentes.



## II - Ventilation

ARTICLE 15 - Le prix de revient de la production d'eau chaude sera déterminé par les dépenses effectives. Si ce calcul s'avère impossible, l'eau chaude sera forfaitairement réputée coûter le prix indiqué pour la période correspondante par le journal LA CHAMBRE DES PROPRIETAIRES, sous déduction de quinze pour cent. Au cas où cette publication ne continuerait pas à paraître, l'assemblée générale désignerait une autre publication de référence.

Le prix total de l'eau chaude, calculé sur la base forfaitaire ci-dessus établie, sera déduit des dépenses afférentes à la fois à l'eau chaude et au chauffage central et le solde sera considéré comme dépenses de chauffage central.

## III - Répartition de l'eau chaude

ARTICLE 16 - Des compteurs d'eau chaude seront installés dans chaque local et la consommation d'eau chaude sera payée d'après les indications portées par ces compteurs.

S'il est installé un compteur général à la sortie de la chaudière et si la consommation générale relevée par celui-ci est supérieure au total des consommations enregistrées par les compteurs individuels, la différence sera répartie au prorata de ces dernières.

## IV - Ventilation des dépenses de chauffage central entre les charges générales et celles de chauffage central.

ARTICLE 17 - Les dépenses de chauffage central, déterminées comme il a été dit à l'article 14 ci-dessus, seront ventilées entre les charges générales (en raison des prestations en nature fournies au gardien) et les charges de chauff-



fage central incombant à l'ensemble des copropriétaires.

Cette ventilation aura lieu proportionnellement à la surface de chauffe installée, d'une part, dans le logement du gardien, et, d'autre part, dans les autres locaux considérés globalement.

La part de dépenses de chauffage central afférente au logement du gardien et déterminée comme il a été dit ci-dessus sera incluse dans le compte de charges générales, pour être répartie avec l'ensemble de ces charges, comme il a été dit à l'article 13 ci-dessus.

La part de dépenses de chauffage central afférente à l'ensemble des autres locaux constituera le montant des charges de chauffage central proprement dites et sera répartie comme il sera dit à l'article 18 ci-après.

V - Répartition des charges de chauffage central -

ARTICLE 18 - Les charges de chauffage central seront réparties entre les différents copropriétaires au prorata de la surface de chauffe installée dans chaque local.

Lorsque le projet d'installation sera définitivement mis au point, le syndic résumera, dans un tableau, les proportions entre les surfaces de chauffe des différents locaux. Si l'installation n'est pas conforme à ce projet, ou si elle est modifiée par la suite, le tableau devra être révisé pour tenir compte des changements survenus.

S'il n'y a pas de contestation, ou, dans le cas contraire, lorsqu'elles auront été tranchées, le syndic établira et fera publier au bureau des hypothèques le nouveau tableau de répartition.

Les charges de chauffage central seront acquittées même par les copropriétaires qui se chaufferaient par leurs propres moyens ou qui déclareraient ne pas vouloir être chauffés. Aucun abattement ne sera consenti dans le cas d'absence temporaire au cours d'une campagne de chauffe.

Toutefois, les copropriétaires qui s'absenteraient pendant toute la durée d'une campagne de chauffe et pour autant que leurs radiateurs ne fonctionnent pas ne participeraient aux charges du combustible et au salaire du chauffeur que dans une proportion de soixante pour cent, à condition de prévenir le syndic deux mois au moins avant le début de la campagne de chauffe.

Aucune exception ne sera admise à la contribution obligatoire des copropriétaires dans les dépenses d'entretien, de réparation ou de remplacement du matériel, même en cas d'absence pendant plusieurs campagnes de chauffe successives, quel qu'en soit le nombre.

## CHAPITRE II

### CHARGES PARTICULIERES A CERTAINS COPROPRIETAIRES

ARTICLE 19 - Sont particuliers à certains copropriétaires :

- Les frais afférents aux escaliers et ascenseurs ;
- Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction de chacun des bâtiments "A" et "B" ;
- Les charges d'entretien et de réfection du parking.

#### § 1. - CHARGES AFFERENTES AUX ESCALIERS ET ASCENSEURS -

##### 1 - Définition.

ARTICLE 20 - Les charges afférentes aux escaliers et ascenseurs comprennent :

Pour chacun d'eux les dépenses entraînées par le ravalement intérieur de la cage d'escalier et de ses paliers ;

L'entretien, les réparations et même le remplacement de l'ascenseur, de ses agrès et accessoires, et des tapis posés dans l'escalier (mais non ceux des portes palières qui sont personnels aux propriétaires) ;

Les réparations nécessitées par l'usure des marches des escaliers ;

Les frais de consommation d'électricité occasionnés par l'ascenseur et le coût de la location des compteurs ;

L'assurance contre les accidents causés par l'ascenseur.

## 2 - Répartition

ARTICLE 21 - La répartition de ces charges entre les divers copropriétaires intéressés sera déterminée ultérieurement par le syndic de l'immeuble et soumise à la ratification de l'Assemblée Générale des copropriétaires.

## § 2 - CHARGES D'ENTRETIEN ET DE RÉFECTION DU PARKING -

### 1 - Définition -

ARTICLE 22 - Les charges d'entretien et de réfection du parking comprennent :

Les frais de balayage et de nettoyage de l'aire de stationnement.

Les frais de réfection et de remise en état du revêtement et, s'il y a lieu, des soubassements.

2 - Répartition -

ARTICLE 23 - Ces frais seront répartis par les copropriétaires des lots numéros 185 à 236 inclus en proportion du nombre de millièmes qu'ils possèdent dans la copropriété dudit parking.

§ 3 - CHARGES D'ENTRETIEN, DE REPARATION  
ET DE RECONSTRUCTION DE CHACUN DES BATIMENTS -

I - Définition -

ARTICLE 24 - Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction de chacun des bâtiments, comprennent :

Les frais des réparations de toute nature, grosses ou menues, à faire aux gros murs (sauf cependant les menues réparations à faire aux gros murs à l'intérieur des appartements) à la toiture, aux têtes de cheminées, aux canalisations d'eau, de gaz, d'électricité, aux tuyaux du tout-à-l'égout, à ceux d'écoulement des eaux pluviales à ceux conduisant les eaux ménagères au tout-à-l'égout (sauf pour les parties intérieures à l'usage exclusif et particulier de chaque appartement ou locaux en dépendant) aux vide-ordures, aux portes d'entrées, à la descente et aux couloirs des caves :

Les réparations nécessitées par les engorgements dans les conduits des cabinets d'aisances et celles nécessitées aux conduits de fumée par les feux de cheminée, lorsque la cause ne pourra en être exactement déterminée.

Les frais de ravalement des façades, auxquels s'ajouteront, mais seulement lorsqu'ils seront la conséquence d'un ravalement général, les frais de peinture et de réparation des extérieurs des fenêtres, des persiennes, des garde-corps et fenêtres de chaque appartement

bien que ces choses soient "parties privatives";

Les frais d'entretien, de réparation et de reconstruction des balcons, appuis de balcons ou balustrades et ce, même pour les frais afférents aux balcons réservés à l'usage exclusif de propriétaires déterminés, bien qu'ils soient alors "parties privatives" ;

Les primes d'assurances énumérées au chapitre relatif aux "assurances" ;

Et, d'une manière générale, tous frais directs ou indirects d'entretien, de réparation ou de reconstruction des bâtiments.

## II - Répartition -

ARTICLE 25 - Les charges d'entretien, de réparation et de reconstructions des bâtiments seront réparties entre les copropriétaires de chacun de ces bâtiments en proportion du nombre de dix millièmes qu'ils possèdent dans la copropriété desdits bâtiments.

Les charges d'entretien, de réparation et de reconstruction de la loge du concierge et de la chaufferie seront en outre réparties entre les copropriétaires des bâtiments "A" et "B" en proportion du nombre de dix millièmes qu'ils possèdent dans la copropriété de l'ensemble immobilier.

## CHAPITRE III

### CHARGES D'EAU FROIDE

#### I - Définition

ARTICLE 26 - Les charges d'eau froide comprennent le prix de l'eau froide consommée par les occupants de chaque appartement ou autre local.

II - Répartition -

ARTICLE 27 - Les charges d'eau froide seront comprises dans les charges générales et, comme telles, réparties entre tous les copropriétaires au prorata des quotes-parts de parties communes contenues dans leurs lots.

ARTICLE 28 - Si un compteur individuel est installé dans chacun des locaux composant l'ensemble immobilier, les dispositions de l'article 27 ne s'appliqueront pas.

Dans cette hypothèse, chaque copropriétaire sera redevable, envers le syndicat, du coût de l'eau froide consommée dans son local.

ARTICLE 29 - Pour l'application de l'article qui précède, les différences susceptibles d'exister entre les indications du compteur général d'une part et, d'autre part, le total des consommations relevé soit par les compteurs individuels ou divisionnaires, seront réparties entre ces derniers au prorata de leurs indications respectives.

Le compteur mesurant la quantité d'eau consommée par l'installateur de chauffage et d'eau chaude constituera un compteur divisionnaire.



CHAPITRE IV

REPRISE DES VESTIGES

ARTICLE 30 - En cas de réparation, de reconstitution d'un élément d'équipement ou de reconstruction d'un corps de bâtiment, la valeur de reprise ou le produit de la vente des vieux matériaux ou vestiges bénéficiera aux seuls copropriétaires qui auront à supporter les frais des travaux.

TITRE III

MUTATIONS DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE  
CONSTITUTION DE DROITS REELS SUR LES PARTIES PRIVATIVES

CHAPITRE I

OPPOSABILITE DU REGLEMENT  
DE COPROPRIETE AUX TIERS

ARTICLE 31 - Le présent règlement de copropriété et les modifications qui pourraient y être apportées seront, à compter de leur publication au fichier immobilier, opposables aux ayants cause à titre particulier des copropriétaires.

Quand bien même le présent règlement de copropriété et ses éventuels modificatifs n'auraient pas été publiés, ils seraient néanmoins opposables auxdits ayants cause qui, après en avoir eu préalablement connaissance, auraient adhéré aux obligations en résultant.

Les dispositions ci-dessus rapportées s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

CHAPITRE II

MUTATIONS DE PROPRIETE

ARTICLE 32 - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent non seulement aux mutations qui portent sur le droit de propriété mais encore à celles qui ont pour objet l'un de ses démembrements, c'est-à-dire la nue propriété, l'usufruit et les droits d'usage ou d'habitation.



SECTION I

COMMUNICATION DU REGLEMENT DE COPROPRIETE  
ET DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

ARTICLE 33 - Documents publiés. - Le règlement de copropriété et ses modificatifs qui auront été effectivement publiés à l'époque où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot devront être, préalablement à la régularisation de l'acte, portés à la connaissance du nouveau propriétaire ou du nouveau titulaire des droits cédés. Mention expresse devra en être portée à l'acte. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant envers le nouveau propriétaire ou le cessionnaire.

ARTICLE 34 - Documents non encore publiés. - Les prescriptions qui figurent à l'article précédent devront être suivies à l'égard du règlement de copropriété et de ses modificatifs qui n'auront pas encore été publiés au moment où sera dressé un acte conventionnel réalisant ou constatant le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot. En outre, le disposant devra exiger du nouveau propriétaire ou du cessionnaire qu'il adhère, aux termes de l'acte, aux obligations susceptibles de résulter des documents non encore publiés. Le tout à peine d'engager, le cas échéant, la responsabilité du disposant vis-à-vis du Syndicat.

ARTICLE 35 - Les dispositions contenues dans les deux articles précédents s'appliquent à l'état descriptif de division et à ses modificatifs.

SECTION 2

LES MUTATIONS DE PROPRIETE ET LES CHARGES

§ 1. - OBLIGATION AUX CHARGES.

ARTICLE 36 - En cas de mutation, l'ancien copropriétaire reste tenu du paiement de toutes les créances du syndicat qui, à la date de la mutation, sont liquidés et exigibles, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif. L'ancien copropriétaire ne peut exiger la restitution, même partielle, de sommes versées à titre d'avance ou de provisions.

Le nouveau copropriétaire est tenu au paiement des créances du syndicat, qui deviennent liquides et exigibles après la mutation.

Les sommes restant disponibles sur les provisions versées par l'ancien copropriétaire sont imputées sur ce dont le nouveau copropriétaire devient débiteur envers le syndicat.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront à toutes les mutations, qu'elles aient lieu à titre particulier ou à titre universel, à titre gratuit ou à titre onéreux.

## § 2. - INFORMATION DES PARTIES.

ARTICLE 37 - En vue de l'information des parties, le syndic peut être requis de délivrer un état daté indiquant d'une manière même approximative et sous réserve de l'apurement des comptes :

- a) Les sommes qui correspondent à la quote-part du cédant :
  - dans les charges dont le montant n'est pas encore liquidé ou devenu exigible à l'encontre du syndicat ;
  - dans les charges qui résulteront d'une décision antérieurement prise par l'assemblée générale mais non encore exécutée ;
- b) Eventuellement, le solde des versements effectués par le cédant à titre d'avance ou de provision.

La réquisition de délivrer cet état peut être faite lorsqu'est envisagé un acte conventionnel devant réaliser ou constater le transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot. Elle peut émaner du notaire chargé de recevoir l'acte ou du copropriétaire qui se propose de disposer de son droit en tout ou en partie. Quel que soit le requérant, le syndic adresse l'état au notaire chargé de recevoir l'acte.

## § 3. - MUTATIONS A TITRE ONEREUX. - DROIT D'OPPOSITION DU SYNDICAT A LA REMISE DES FONDS.

ARTICLE 38 - Lors de la mutation à titre onéreux d'un lot, et si le vendeur n'a pas présenté au notaire un certificat du syndic ayant moins d'un mois de date, attestant qu'il est libre de toute obligation à l'égard du syndicat, avis de la mutation doit être donné au syndic de l'immeuble, par lettre recom-

mandée avec avis de réception, à la diligence de l'acquéreur. Avant l'expiration d'un délai de huit jours à compter de la réception de cet avis, le syndic peut former, au domicile élu, par acte extrajudiciaire, opposition au versement des fonds pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire. Cette opposition, à peine de nullité, énoncera le montant et les causes de la créance et contiendra élection de domicile dans le ressort du tribunal de grande instance de la situation de l'immeuble. AUCUN paiement ou transfert amiable ou judiciaire de tout ou partie du prix ne sera opposable au syndic ayant fait opposition dans ledit délai.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, il n'est tenu compte que des créances du syndicat effectivement liquides et exigibles à la date de la mutation.

Lorsque le syndic s'est opposé, dans les conditions ci-dessus prévues, au paiement du prix de vente d'un lot ou d'une fraction de lot, pour une créance inférieure au montant de ce prix, les effets de l'opposition ainsi formée peuvent être limités, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en référé, conformément aux dispositions de l'article 567 du code de procédure civile, au montant des sommes restant dues au syndicat par l'ancien propriétaire.

### SECTION 3

#### NOTIFICATION DES MUTATIONS ELECTION DE DOMICILE

ARTICLE 39 - Notification des mutations - Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit, de nue propriété, d'usage ou d'habitation, tout transfert de l'un de ces droits est notifié, sans délai, au syndic, soit par les parties, soit par le notaire qui établit l'acte, soit par l'avoué qui a obtenu la décision judiciaire, acte ou décision qui, suivant le cas, réalise, atteste, constate ce transfert ou cette constitution.

Cette notification comporte la désignation du lot ou de la fraction de lot intéressé, ainsi que l'indication des nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur ou du titulaire de droit, et, le cas

échéant, du mandataire commun prévu à l'article du présent règlement.

ARTICLE 40. - Election de domicile par les nouveaux copropriétaires. - Tout nouveau copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue propriété sur un lot ou une fraction de lot doit notifier au syndic son domicile réel ou élu en France métropolitaine, faute de quoi ce domicile sera considéré, de plein droit, comme étant élu dans la loge du concierge de l'immeuble.

#### SECTION 4

#### MODIFICATION DES LOTS

ARTICLE 41 - Les copropriétaires pourront échanger entre eux des éléments détachés de leurs lots ou en céder aux propriétaires voisins, ou, encore, diviser leurs locaux en plusieurs lots. Ils auront la faculté de modifier en conséquence la quote-part des charges de toute nature afférente aux locaux en question, à la condition que le total reste inchangé.

Toutefois la nouvelle répartition des charges résultant des modifications ainsi effectuées sera, par application de l'article 11 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, soumise à l'approbation de l'assemblée statuant à la majorité prévue par l'article 75 du présent règlement.

Bien entendu, tout copropriétaire de plusieurs lots jouira de la faculté de modifier la composition de ses lots mais sous les mêmes conditions.

Toute modification des lots devra faire l'objet d'un acte modificatif de l'état descriptif de division.

En cas de division d'un lot, cet acte attribuera un numéro nouveau à chacune des parties du lot divisé, lesquelles formeront autant de lots distincts.

De même, en cas de réunion de plusieurs lots pour former un lot unique, l'acte modificatif attribuera à ce dernier un nouveau numéro. Toutefois



la réunion de plusieurs lots en un lot unique ne pourra avoir lieu que si cette réunion est susceptible d'être publiée au fichier immobilier, ce qui implique que les lots réunis ne soient pas grevés de droits ou charges différents publiés au fichier immobilier. Les numéros désignant les nouveaux lots seront pris à la suite des numéros existants.

Dans l'intérêt commun des futurs copropriétaires et de leurs ayants-cause, il est stipulé qu'au cas où l'état descriptif de division ou le règlement de copropriété viendrait à être modifié, une expédition de l'acte modificatif rapportant la mention de publicité foncière devra être remise :

1° - au syndic de la copropriété alors en fonction ;

2° - au notaire détenteur ~~de l'original~~ des présentes, ou à son successeur, pour en être effectué le dépôt en suite de celles-ci au rang de ses minutes.

Le coût de ces expéditions et de l'acte de dépôt au rang des minutes dudit notaire sera à la charge du ou des copropriétaires ayant opéré cette modification.

### CHAPITRE III

#### LOCATIONS

ARTICLE 42 - Le copropriétaire qui consentira une location de son lot devra donner connaissance au locataire des articles 3 et 40 du présent règlement et l'obliger à exécuter les prescriptions de ces articles.

L'entrée dans les lieux pourra être refusée au locataire tant que le copropriétaire intéressé n'aura pas avisé le syndic de la location par lui consentie.

ARTICLE 43 - Le copropriétaire bailleur restera solidairement responsable du fait ou de la faute de ses locataires ou sous-locataires. Il demeurera seul redevable de la quote-part afférente à son lot dans les charges définies au présent règlement,

comme s'il occupait personnellement les lieux loués.

ARTICLE 44 - Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux autorisations d'occuper qui ne constitueraient pas des locations.

#### CHAPITRE IV

#### CONSTITUTION DE DROITS REELS

ARTICLE 44bis - Communication du règlement de copropriété et de l'état descriptif de division.- Par application de l'article 4 du décret numéro 67-223 du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, tout acte conventionnel réalisant ou constatant la constitution d'un droit réel, sur un lot ou une fraction de lot, doit mentionner expressément que le titulaire du droit a eu préalablement connaissance, s'ils ont été publiés dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, du règlement de copropriété ainsi que des actes qui l'ont modifié.

Il en est de même en ce qui concerne l'état descriptif de division et les actes qui l'ont modifié, lorsqu'ils existent et ont été publiés.

#### TITRE IV

#### ADMINISTRATION DES PARTIES COMMUNES

#### CHAPITRE I

#### SYNDICAT

ARTICLE 45 - La collectivité des copropriétaires est constituée en un syndicat doté de la personnalité civile.

Ce syndicat a pour objet la conservation de l'immeuble et l'administration des parties communes.

Il a qualité pour agir en justice tant en demandant qu'en défendant, même contre certains des copropriétaires.

Il peut modifier le présent règlement de copropriété, comme il sera dit au chapitre 1 du Titre V.

ARTICLE 46 - Les décisions qui sont de la compétence du syndicat sont prises par l'assemblée des copropriétaires et exécutées par le syndic comme il sera expliqué plus loin.

ARTICLE 47 - Le syndicat des copropriétaires est régi par la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq et le décret numéro 67-223 du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

ARTICLE 48 - Le syndicat doit comprendre au moins deux copropriétaires. Il prend naissance dès que cette situation sera réalisée. Si elle venait à cesser, le syndicat prendrait fin.

ARTICLE 49 - Son siège est à SANNOIS (Val-d'Oise) 33 et 35, Boulevard Charles de Gaulle.

## CHAPITRE II

### ASSEMBLEES GENERALES DE COPROPRIETAIRES

#### SECTION 1

##### EPOQUE DES REUNIONS

ARTICLE 50 - Les copropriétaires se réuniront en assemblée générale au plus tard un mois après la date à laquelle le syndicat aura pris naissance.

ARTICLE 51 - Dans cette première réunion, l'assemblée nommera le syndic, fixera le chiffre de sa rémunération et arrêtera le budget prévisionnel pour le temps restant à courir sur l'exercice en cours.

ARTICLE 52 - Par la suite, il sera tenu au moins une fois chaque année une assemblée générale des copropriétaires.

ARTICLE 53 - L'assemblée générale peut être réunie extraordinairement par le syndic aussi souvent qu'il le jugera utile.

Le syndic devra convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il en sera requis par le conseil syndical ou par un ou plusieurs copropriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les copropriétaires.



SECTION 2

CONVOICATIONS

§ 1. - PERSONNES HABILITEES A CONVOQUER  
L'ASSEMBLEE -

ARTICLE 54 - Le syndic convoque l'assemblée générale.

ARTICLE 55 - Le président du conseil syndical est en droit de convoquer l'assemblée générale après avoir mis le syndic en demeure de le faire en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée est demandée et si cette mise en demeure est restée infructueuse pendant plus de huit jours.

ARTICLE 56 - Un ou plusieurs copropriétaires représentant au moins un quart des voix de tous les copropriétaires peuvent provoquer la réunion de l'assemblée générale des copropriétaires. Ils en font la demande au syndic en précisant les questions dont l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée est demandée. Cette demande vaut mise en demeure au syndic.

Si la mise en demeure au syndic ainsi effectuée reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout copropriétaire adresse une nouvelle demande au président du conseil syndical. Cette demande précise les questions dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée. Elle vaut mise en demeure au président du conseil syndical.

Si cette nouvelle demande reste infructueuse pendant plus de huit jours, tout copropriétaire peut provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept. Conformément à ce texte, le Président du tribunal de grande instance statuant en matière de référé peut, à la requête de tout copropriétaire, habiliter un copropriétaire ou un mandataire de justice à l'effet de convoquer l'assemblée générale. Dans ce cas, il peut charger ce mandataire de présider l'assemblée.

L'assignation est délivrée au syndic et le cas échéant, au Président du conseil syndical.

Dans le cas où le conseil syndical ne serait pas pourvu d'un président, tout copropriétaire pourrait provoquer la convocation dans les conditions prévues à l'article 50 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, une fois expiré le délai de huit jours qui suit la mise en demeure au syndic.

§ 2. - CONTENU DES CONVOCATIONS -  
DOCUMENTS ANNEXES.

ARTICLE 57 - La convocation contient l'indication des lieu, date et heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour, lequel précise chacune des questions soumises à la délibération de l'assemblée.

ARTICLE 58 - Sont notifiés, au plus tard en même temps que l'ordre du jour :

1° - Le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, un état des dettes et créances et la situation de la trésorerie, lorsque l'assemblée est appelée à approuver les comptes ;

2° - Le budget prévisionnel accompagné des documents prévus au 1° ci-dessus, lorsque l'assemblée est appelée à voter les crédits du prochain exercice ;

3° - Le projet de règlement de copropriété, de l'état descriptif de division, de l'état de répartition des charges ou le projet de modification desdits actes, lorsque l'assemblée est appelée, suivant le cas, à établir ou à modifier ces actes, notamment s'il est fait application des articles 143a, 50, 143b, 139, 152, 153 du présent règlement et de l'article 30 (alinéa 3) de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq visé à l'article 150 du présent règlement.

4° - Les conditions essentielles du contrat proposé, lorsque l'assemblée est appelée à approuver ou à autoriser une transaction, un devis ou un marché pour la réalisation de travaux ou l'un

des contrats visés aux articles 147, 144, 146, 114 et 124 du présent règlement.

5° - Le projet de résolution, lorsque l'assemblée est appelée à statuer sur l'une des questions visées aux articles 126, alinéa 2, 77, 76, du présent règlement, des articles 30, alinéa 1 et 2, 35 et 37, alinéas 3 et 4, de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq visés à l'article 150 du présent règlement et à l'article 151 alinéa 2 du présent règlement, ou à autoriser, s'il y a lieu, le syndic à introduire une demande en justice.

§ 3. - ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE -

ARTICLE 59 - Dans les six jours de la convocation, tout copropriétaire ou le conseil syndical peut notifier à la personne qui a convoqué l'assemblée les questions dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.

Celui qui fait usage de cette faculté doit, en même temps, notifier à la personne qui a convoqué l'assemblée générale le ou les documents prévus à l'article précédent, qui correspondent à la question sur laquelle il est demandé que l'assemblée soit appelée à statuer.

La personne qui convoque l'assemblée générale doit notifier aux membres de cette assemblée, cinq jours au moins avant la date de la réunion, un état des questions dont l'inscription à l'ordre du jour a été requise.

Elle doit, en même temps, notifier aux mêmes personnes les documents annexes ci-dessus prévus.

§ 4. - DELAI DE CONVOCATION - FORMES -

ARTICLE 60 - Sauf urgence, la convocation est notifiée au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Cette convocation a lieu dans les formes prévues à l'article 138 du présent règlement.

§ 5. - PERSONNES A CONVOQUER -

ARTICLE 61 - Tous les copropriétaires doivent être convoqués à l'assemblée générale.

Les mutations ne sont opposables au syndicat qu'à compter du moment où elles ont été notifiées au syndic. La convocation régulièrement adressée à l'ancien copropriétaire, antérieurement à la notification de la mutation survenue, n'a pas à être recommencée : elle vaut à l'égard du nouveau copropriétaire.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, la convocation est valablement adressée au mandataire commun prévu à l'article 68 .

Lorsqu'une société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, chacun de ceux-ci reçoit notification des convocations ainsi que des documents annexes ci-dessus visés. A cet effet, le représentant légal de la société est tenu de communiquer, sans frais, au syndic ainsi que, le cas échéant, à toute personne habilitée à convoquer l'assemblée, et à la demande de ces derniers, les nom et domicile, réel ou élu, de chacun des associés. Il doit immédiatement informer le syndic de toute modification des renseignements ainsi communiqués.

A l'égard du syndicat, la qualité d'associé résulte suffisamment de la communication faite en application de l'alinéa qui précède.

La convocation de l'assemblée générale des copropriétaires est également notifiée au représentant légal de la société ; ce dernier peut assister à la réunion avec voix consultative.

§ 6. - FIXATION DES LIEU, DATE et HEURE  
DE LA REUNION -

ARTICLE 62 - La personne qui convoque l'assem-

blée fixe le lieu, la date et l'heure de la réunion.

L'assemblée générale est réunie en un lieu de la commune de la situation de l'immeuble ou dans une commune limitrophe.

§ 7. - ASSEMBLEE GENERALE TENUE SUR DEUXIEME CONVOCATION -

ARTICLE 63 - Le délai de convocation peut être réduit à huit jours et les notifications prévues à l'article 58 ci-dessus n'ont pas à être renouvelées lorsqu'il y a lieu de convoquer une nouvelle assemblée par application de l'article 76 ---- dernier alinéa, du présent règlement si l'ordre du jour de cette nouvelle assemblée ne porte que sur des questions déjà inscrites à l'ordre du jour de la précédente.

SECTION 3

TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 64 - L'assemblée générale se réunit à Sannois (Val-d'Oise) au lieu fixé par la convocation.

ARTICLE 65 - L'assemblée générale élit son président. Est élu celui des copropriétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité entre eux, le président est désigné par le sort parmi les copropriétaires présents ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages.

Le syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent présider l'assemblée.

Toutefois dans le cas prévu à l'article 56 du présent règlement, l'assemblée générale est présidée par le mandataire nommé en conformité de ce texte s'il est judiciairement chargé de ce faire.

ARTICLE 66 - Il est formé un bureau composé de deux scrutateurs et d'un secrétaire.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui possèdent et représentent le plus grand nombre de quotes-parts de copropriété, tant en leur nom que comme mandataire.



Le syndic assure le secrétariat de la séance sauf décision contraire de l'assemblée générale.

ARTICLE 67 - Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les nom et domicile de chaque copropriétaire ou associé, membre de l'assemblée, et, le cas échéant, de son mandataire. Elle indique le nombre de voix dont dispose chaque membre de l'assemblée, compte tenu des dispositions des articles 72 et 74 ---- du présent règlement.

Cette feuille est émargée par chaque copropriétaire ou associé présent, ou par son mandataire. Elle est certifiée exacte par le président de l'assemblée.

ARTICLE 68 - Les copropriétaires peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix, habilité par une simple lettre. Toutefois, le syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent recevoir mandat pour représenter un copropriétaire.

Aucun mandataire ne peut représenter plus de trois copropriétaires.

Les représentants légaux des mineurs, interdits ou autres incapables participent aux assemblées en leurs lieu et place.

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent être représentés par un mandataire commun qui sera, à défaut d'accord, désigné par le président du tribunal de grande instance, à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic.

ARTICLE 69 - Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les notifications prévues aux articles 58 et 59 du présent règlement ont été effectuées conformément à leurs dispositions.

ARTICLE 70 - Il est établi un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée, qui est signé par le président, par le secrétaire et par les

membres du bureau.

Le procès-verbal comporte le texte de chaque délibération. Il indique le résultat de chaque vote et précise les noms des copropriétaires ou associés qui se sont opposés à la décision de l'assemblée, de ceux qui n'ont pas pris part au vote et de ceux qui se sont abstenus.

Sur la demande d'un ou plusieurs copropriétaires ou associés opposants, le procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par eux sur la régularité des délibérations.

Les procès-verbaux des séances sont inscrits, à la suite les uns des autres, sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le syndic.

#### SECTION 4

##### VOIX - MAJORITE

ARTICLE 71 - Dans les assemblées générales, chacun des copropriétaires dispose d'autant de voix qu'il possède de quotes-parts de copropriété.

ARTICLE 72 - Toutefois, lorsqu'un copropriétaire possède plus de la moitié des quotes-parts de parties communes appartenant à tous les copropriétaires, le nombre de voix dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires.

ARTICLE 73 - Lorsque les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix, en vertu du présent règlement, incombent à tous les copropriétaires mais dans une proportion autre que celle résultant de leurs droits dans les parties communes, les copropriétaires disposent d'un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.



ARTICLE 74 - Lorsqu'aux termes du présent règlement, les frais qui seraient entraînés par l'exécution de la décision mise aux voix n'incombent qu'à certains seulement des copropriétaires, seuls ces copropriétaires prennent part au vote, et ce, avec un nombre de voix proportionnel à leur participation aux frais.

ARTICLE 75 - Les décisions autres que celles visées au Titre V du présent règlement de copropriété sont prises à la majorité des voix dont disposent les copropriétaires ou associés présents ou représentés ayant, en vertu du présent règlement, voix délibérative au sujet de la résolution mise aux voix.

ARTICLE 76 - Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale réunie sur première convocation ne peut adopter qu'à la majorité des voix de tous les copropriétaires les décisions concernant :

a) La désignation ou la révocation du ou des syndics et des membres du conseil syndical ;

b) Les modalités de réalisation et d'exécution des travaux rendus obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ;

c) L'autorisation donnée à certains copropriétaires d'effectuer à leurs frais des travaux affectant les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble et conformes à la destination de celui-ci.

A défaut de décision prise dans les conditions de majorité prévues au premier alinéa du présent article, une nouvelle assemblée générale statue à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

ARTICLE 77 - Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux décisions concernant les délégations de pouvoirs.

Une telle délégation de pouvoir peut être donnée au syndic, au conseil syndical ou à toute autre personne. Elle ne peut porter que sur un acte ou une décision expressément déterminé.

Elle peut, toutefois, autoriser son bénéficiaire à décider de certaines dépenses jusqu'à un montant dont la délégation fixe le maximum.

Elle ne peut, en aucun cas, priver l'assemblée générale de son pouvoir de contrôle sur l'administration de l'immeuble et la gestion du syndic.

Il sera rendu compte à l'assemblée de l'exécution de la délégation.

ARTICLE 78 - Les décisions régulièrement prises obligeront tous les copropriétaires, même les opposants et ceux qui n'auront pas été représentés à la réunion. Elles seront notifiées aux non présents et aux dissidents au moyen d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée certifiée par le syndic et qui leur sera adressée sous pli recommandé ou remise contre récépissé.

Cette notification doit mentionner le résultat du vote et reproduire le texte de l'article 42, alinéa 2, de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

Si une société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, cette notification est adressée, le cas échéant, aux associés opposants ou défaillants. En outre et même si aucun associé n'est opposant ou défaillant, un extrait du procès-verbal de l'assemblée est notifié au représentant légal de la société s'il n'a pas assisté à la réunion.

Le délai prévu à l'article 42, alinéa 2, de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq pour contester les décisions de l'assemblée générale court à compter des notifications ci-dessus prévues.

CHAPITRE III

CONSEIL SYNDICAL

SECTION 1

COMPOSITION

ARTICLE 79 - En vue d'assister le syndic et de contrôler sa gestion, il est créé un conseil syndical.

ARTICLE 80 - Le conseil syndical est composé de cinq membres.

ARTICLE 81 - Les membres du conseil syndical sont choisis parmi les copropriétaires, leur conjoint ou leurs représentants légaux.

Si une société est propriétaire de plusieurs lots dont elle attribue la jouissance à ses associés, ceux-ci, leur conjoint et leurs représentants légaux peuvent être membres du conseil syndical.

Le syndic, son conjoint et ses préposés, même s'ils sont copropriétaires ou associés, ne peuvent être membres du conseil syndical.

ARTICLE 82 - Les membres du conseil syndical sont désignés par l'assemblée générale à la majorité prévue par l'article 76 -- du présent règlement.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale statuant à la même majorité.

ARTICLE 83 - Les membres du conseil syndical sont nommés pour trois ans. Ils sont rééligibles.

ARTICLE 84 - L'assemblée générale peut pourvoir chaque membre titulaire d'un ou plusieurs suppléants.

Ces membres suppléants sont soumis aux mêmes conditions d'éligibilité et sont désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

ARTICLE 85 - Si l'assemblée générale use de la faculté qui lui est offerte par le précédent article, en cas de cessation définitive des fonctions d'un membre titulaire, son suppléant siège au conseil syndical, jusqu'à l'expiration du mandat du membre titulaire qu'il remplace.

Si un membre titulaire a été pourvu de plusieurs suppléants, ceux-ci siègent au conseil syndical, le cas échéant, dans l'ordre de leur élection.

ARTICLE 86 - En cas de cessation définitive des fonctions soit d'un membre titulaire non pourvu d'un suppléant soit de son suppléant soit du dernier de ses suppléants, son remplaçant est désigné par l'assemblée générale.

A défaut, il est désigné par le Président du tribunal de grande instance dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 48 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

ARTICLE 87 - Pour l'application des deux articles précédents, sera considérée comme une cessation définitive des fonctions le fait de ne pas assister à trois réunions consécutives du conseil syndical.

ARTICLE 88 - Le conseil syndical n'est plus régulièrement constitué si plus du quart des sièges devient vacant pour quelque cause que ce soit.

## SECTION 2

### ORGANISATION

ARTICLE 89 - Le conseil syndical statuant à la

majorité élit son président parmi ses membres.

Le conseil syndical peut se faire assister par tout technicien de son choix.

ARTICLE 90 - Les fonctions de président et de membre du conseil syndical ne donnent pas lieu à rémunération.

Les débours exposés par les membres du conseil syndical dans l'exercice de leur mandat et dûment justifiés leur sont remboursés par le syndicat.

Les honoraires des techniciens dont le conseil syndical se fait assister ainsi que les frais de fonctionnement de ce conseil sont payés par le syndic, sur l'indication du président du conseil syndical, dans la limite du budget prévisionnel voté à ce sujet, par l'assemblée générale statuant aux conditions prévues par l'article 75 -- du présent règlement.

### SECTION 3

#### ATTRIBUTIONS

ARTICLE 91 - Le conseil syndical donne son avis au syndic ou à l'assemblée générale sur les questions pour lesquelles il est consulté ou dont il se saisit lui-même.

Les tiers ne peuvent jamais exiger qu'une question soit soumise au conseil syndical ni qu'il leur soit justifié de son avis.

L'institution du conseil syndical ne comporte aucune restriction des pouvoirs du syndic vis-à-vis des tiers. Les avis donnés par le conseil syndical à l'assemblée générale ou au syndic ne lient pas ces derniers.

ARTICLE 92 - Le conseil syndical contrôle la gestion du syndic, notamment la comptabilité de ce dernier, la répartition des dépenses,



les conditions dans lesquelles sont passés et exécutés les marchés et tous autres contrats.

Un ou plusieurs membres du conseil, habilités à cet effet par ce dernier, peuvent prendre connaissance et copie, au bureau du syndic, après lui en avoir donné avis, de toutes pièces, documents, correspondances, registres se rapportant à la gestion du syndic, et, d'une manière générale, à l'administration de la copropriété. Ils peuvent se faire assister, pour l'exercice de ces investigations, par tout technicien désigné par le conseil syndical.

ARTICLE 93 - Le conseil syndical peut également recevoir d'autres missions ou délégations de l'assemblée générale statuant aux conditions prévues par l'article 77 du présent règlement.

ARTICLE 94 - Le conseil syndical présente chaque année à l'assemblée générale un rapport d'activité portant notamment sur les avis qu'il a donnés au syndic, au cours de l'exercice écoulé, sur le contrôle de la gestion du syndic et sur l'exécution des missions et délégations que l'assemblée générale aurait pu lui confier.

#### SECTION 4

##### DELIBERATIONS

ARTICLE 95 - Les délibérations du conseil syndical sont constatées par des procès-verbaux.

ARTICLE 96 - Lorsque les membres du conseil, présents à une réunion, ne sont pas unanimes, le procès-verbal mentionne les différentes thèses qui ont été présentées et les motifs allégués à l'appui de chacune d'elles. Il indique, pour chacune de ces thèses, le nombre de membres du conseil qui se sont prononcés en sa faveur. Le cas échéant, le procès-verbal indique en outre le nombre de membres du conseil qui se sont abstenus.

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la régularité de la gestion du syndic, le conseil syndical arrête son avis à la majorité des membres présents à la délibération. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 97 - Les procès-verbaux, inscrits sur un registre ouvert à cet effet, sont signés par les membres du conseil ayant assisté à la réunion.

ARTICLE 98 - Le président du conseil syndical doit délivrer, à tout copropriétaire et au syndic, à leur demande, la copie du procès-verbal de toute délibération prise par le conseil syndical.

#### CHAPITRE IV

##### SYNDIC

##### SECTION 1

##### NOMINATION - REVOCATION - REMUNERATION

ARTICLE 99 - Les fonctions de syndic peuvent être assumées par toute personne physique ou morale.

ARTICLE 100 - Le syndic est nommé par l'assemblée générale aux conditions prévues par l'article 76 du présent règlement.

Si l'assemblée générale, dûment convoquée à cet effet, ne nomme pas de syndic, le syndic est désigné par le président du tribunal de grande instance, dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 46 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

Dans tous les cas autres que celui envisagé à l'alinéa précédent, où le syndicat est dépourvu de syndic, le président du tribunal de grande instance désigne, dans les conditions prévues par l'article 47 du décret précité, un administrateur provisoire, chargé notamment de convoquer l'assemblée générale en vue de la nomination du syndic.



ARTICLE 110 - L'assemblée générale fixe la durée des fonctions du syndic.

Cette durée est fixée par le président du tribunal de grande instance dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article précédent.

Elle ne peut excéder trois ans. La durée de fonction du syndic provisoire étant, toutefois, fixée à une année.

Les fonctions du syndic sont renouvelables pour la durée prévue à l'alinéa précédent.

ARTICLE 111 - L'assemblée générale peut, à tout moment, révoquer le syndic sauf l'indemniser si ses fonctions sont rémunérées et si la révocation n'est pas fondée sur un motif légitime.

ARTICLE 112 - Si le syndic avait l'intention de se démettre de ses fonctions, il devrait en aviser le conseil syndicat trois mois au moins à l'avance.

ARTICLE 113 - En cas d'empêchement du syndic, pour quelque cause que ce soit, ou en cas de carence de sa part à exercer les droits et actions du syndicat, un administrateur provisoire de la copropriété pourrait être nommé dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 49 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

ARTICLE 114 - Les conditions de la rémunération du syndic sont, sous réserve le cas échéant de la réglementation y afférente, fixée par l'assemblée générale à la majorité prévue à l'article 75 -- du présent règlement.

ARTICLE 115 - Jusqu'à la réunion de la première assemblée générale des copropriétaires prévue à l'article 50 - ci-dessus, l'OFFICE GENERAL DE L'IMMOBILIER ET DE LA CONSTRUCTION sus-nommé, exercera, à titre provisoire, les fonctions de syndic à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement. Il aura droit, de ce chef, à une rémunération calculée selon le tarif fixé par la Chambre syndicale des administrateurs de

biens à PARIS.

## SECTION 2

### ATTRIBUTIONS

ARTICLE 116 - Règles générales. - Le syndic est chargé :

- d'assurer l'exécution des dispositions du règlement de copropriété et des délibérations de l'assemblée générale ;

- d'administrer l'immeuble, de pourvoir à sa conservation, à sa garde et à son entretien et, en cas d'urgence, de faire procéder, de sa propre initiative, à l'exécution de tous travaux nécessaires à la sauvegarde dudit immeuble ;

- de représenter le syndicat dans tous les actes civils et en justice.

D'une manière générale, le syndic est investi des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq et, notamment, par l'article 18 de cette loi, ainsi que par le décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept.

ARTICLE 117 - Travaux urgents. - Lorsqu'en cas d'urgence le syndic fait procéder, de sa propre initiative, à l'exécution de travaux nécessaires à la sauvegarde de l'immeuble, il en informe les copropriétaires et convoque immédiatement une assemblée générale.

Par dérogation aux dispositions de l'article 127 - ci-après, il peut, dans ce cas, en vue de l'ouverture du chantier et de son premier approvisionnement, demander, sans délibération préalable de l'assemblée générale mais après avoir pris l'avis du conseil syndical, le versement d'une provision qui ne peut excéder le tiers du montant du devis estimatif des travaux.

ARTICLE 118 - Personnel. - Le syndic engage et congédie le personnel du syndicat et fixe les conditions de son travail suivant les usages locaux et les textes en vigueur.

L'assemblée générale a seule qualité pour fixer le nombre et la catégorie des emplois.

ARTICLE 119 - Liste des copropriétaires. - Le syndic établit et tient à jour une liste de tous les copropriétaires avec l'indication des lots qui leur appartiennent, ainsi que de tous les titulaires des droits visés à l'article 39 du présent règlement ; il mentionne leur état civil ainsi que leur domicile réel ou élu.

Le syndic remet le premier janvier de chaque année au président du conseil syndical un exemplaire mis à jour de la liste ci-dessus prévue.

En cours d'année le syndic fait connaître immédiatement au président du conseil syndical les modifications qu'il y a lieu d'apporter à cette liste.

ARTICLE 120 - Archives. - Le syndic détient les archives du syndicat, notamment une expédition ou une copie des actes énumérés aux articles 1er à 3 du décret du dix sept mars mil neuf cent soixante sept, ainsi que toutes conventions, pièces, correspondances, plans, registres, documents relatifs à l'immeuble et au syndicat. Il détient, en particulier, les registres contenant les procès-verbaux des assemblées générales des copropriétaires et les pièces annexes.

Il délivre des copies ou extraits, qu'il certifie conformes, de ces procès-verbaux.

ARTICLE 121 - Comptabilité. - Le syndic tient la comptabilité du syndicat. Il l'organise de façon à faire apparaître la position comptable de chaque copropriétaire à l'égard du syndicat.

Il prépare le budget prévisionnel qui est voté par l'assemblée générale.

ARTICLE 122 - Avances - Provisions. - Le syndic peut exiger le versement des avances et des provisions prévues à l'article 127 --- ci-après dans les conditions arrêtées audit article.

ARTICLE 123 - Dépôt des fonds. - Dans le cas où l'immeuble est administré par un syndic qui n'est pas soumis aux dispositions du décret numéro 65-226 du vingt cinq mars mil neuf cent soixante cinq, toutes sommes ou valeurs reçues au nom et pour le compte du syndicat doivent être versées sans délai à un compte bancaire ou postal ouvert au nom du syndicat. Une décision de l'assemblée générale peut, le cas échéant, dans les conditions et sous réserve des garanties qu'elle détermine, fixer le montant maximum des fonds que le syndic peut être autorisé à ne pas verser à ce compte.

ARTICLE 124 - Conventions soumises à autorisation de l'assemblée générale. - Toute convention entre le syndicat et le syndic, ses préposés, parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, ou ceux de son conjoint au même degré, doit être spécialement autorisée par une décision de l'assemblée générale.

Il en est de même des conventions entre le syndicat et une entreprise dont les personnes ci-dessus visées sont propriétaires ou associées ou dans lesquelles elles exercent les fonctions de gérant, d'administrateur ou de directeur, de salarié ou de préposé.

ARTICLE 125 - Actions en justice. - Le syndic ne peut intenter une action en justice au nom du syndicat sans y avoir été autorisé par une décision de l'assemblée générale, sauf lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement de créance même par voie d'exécution forcée, d'une procédure engagée conformément à l'article 54 du décret du trente mars mil huit cent huit, et,

en cas d'urgence, notamment d'une procédure engagée conformément aux articles 806 et suivants du Code de Procédure Civile. Dans tous les cas, le syndic doit rendre compte des actions qu'il a introduites, à la prochaine assemblée générale.

A l'occasion de tous litiges dont est saisie une juridiction et qui concernent le fonctionnement d'un syndicat ou dans lesquels le syndicat est partie, le syndic avise chaque copropriétaire de l'existence et de l'objet de l'instance.

### SECTION 3

#### EXERCICE PAR LE SYNDIC DE SES ATTRIBUTIONS

ARTICLE 126 - Seul responsable de sa gestion, le syndic ne peut se faire substituer. Toutefois, le syndic peut, à l'occasion de l'exécution de sa mission, se faire représenter par l'un de ses préposés.

L'assemblée générale statuant à la majorité prévue par l'article 76 - du présent règlement peut autoriser une délégation de pouvoirs à une fin déterminée dans les limites précisées à l'article 77 - du présent règlement.

### CHAPITRE V

#### PAIEMENT DES CHARGES - PROVISIONS RECouvreMENT DES CREANCES DU SYNDICAT

ARTICLE 127 - Avance - Provisions. - Les copropriétaires verseront au syndic, savoir :

1° - Une avance de trésorerie permanente égale au quart du budget prévisionnel, exclusion faite des dépenses exceptionnelles telles que celles relatives à des travaux. Cette avance sera réajustée, en plus ou moins, lorsque le budget prévisionnel de l'exercice en cours présentera, par rapport à celui ayant servi de base au calcul de l'avance effectivement ver-



sée, une variation de plus de dix pour cent. La première avance sera déterminée lors de la première assemblée des co-propriétaires.

2° - Au début de chaque exercice, une provision qui, sous réserve des décisions de l'assemblée générale, ne pourra excéder le quart du budget prévisionnel voté pour l'exercice considéré.

3° - En cours d'exercice et au gré du syndic, soit, en une ou plusieurs fois, une somme correspondant au remboursement des dépenses régulièrement engagées et effectivement acquittées, soit des provisions trimestrielles qui ne pourront chacune excéder le quart du budget prévisionnel pour l'exercice considéré.

4° - Des provisions spéciales destinées à permettre l'exécution de décisions de l'assemblée générale, comme celle de procéder à la réalisation des travaux prévus aux chapitres III et IV de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, dans les conditions fixées par décisions de ladite assemblée.

L'assemblée générale décide, s'il y a lieu, du mode de placement des fonds ainsi recueillis.

ARTICLE 128 - Intérêts de retard - Les sommes dues au titre du présent article portent intérêt au profit du syndicat. Cet intérêt, fixé au taux légal en matière civile, est dû à compter de la mise en demeure adressée par le syndic au copropriétaire défaillant.

ARTICLE 129 - Recouvrement des fonds. - Les dispositions des articles 819, 821, 824 et 825 du Code de procédure civile sont applicables au recouvrement des créances de toute nature du syndicat à l'encontre de chaque propriétaire, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif.

ARTICLE 130 - Sûreté. - Les créances de toute nature du syndicat à l'encontre de chaque copropriétaire seront, qu'il s'agisse de provi-

sion ou de paiement définitif, garanties par les sûretés prévues par l'article 19 de la loi numéro 65-557 du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

ARTICLE 131 - Indivisibilité-Solidarité. - Les obligations de chaque copropriétaire sont indivisibles à l'égard du syndicat, lequel, en conséquence, pourra exiger leur entière exécution de n'importe lequel des héritiers ou représentants d'un copropriétaire.

Dans le cas où un ou plusieurs lots viendraient à appartenir indivisément à plusieurs copropriétaires, ceux-ci seront tenus solidairement des charges vis-à-vis du syndicat, lequel pourra, en conséquence, exiger l'entier paiement de n'importe lequel des copropriétaires indivis.

De même, les nus-propriétaires, les usufruitiers et les titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation seront tenus solidairement vis-à-vis du syndicat, qui pourra exiger de n'importe lequel d'entre eux l'entier paiement de ce qui lui sera dû au titre du ou des lots dont la propriété sera démembrée.

## CHAPITRE VI

### ASSURANCES

ARTICLE 132 - Le syndicat sera assuré contre :

1° - L'incendie, la foudre, les explosions, les dégâts causés par l'électricité et le gaz, les dégâts des eaux et les bris de glaces (avec renonciation au recours contre les copropriétaires de l'immeuble occupant un appartement, local ou garage ou contre les locataires et occupants de ces locaux) ;

2° - Le recours des voisins et le recours des locataires ;



3° - La responsabilité civile pour dommages causés aux tiers par l'ensemble immobilier (défaut de réparations, vices de construction ou de réparations, etc...).

Les ascenseurs feront l'objet d'une assurance spéciale contre les dommages causés aux tiers.

ARTICLE 133 - Les questions relatives aux assurances seront débattues et tranchées par les copropriétaires à qui incombera le paiement des primes. Ils décideront notamment du chiffre des risques à assurer et du choix de la ou des compagnies.

Les polices seront signées par le syndic en exécution des résolutions de l'assemblée générale.

ARTICLE 134 - Les copropriétaires qui estimeraient insuffisantes les assurances ainsi décidées pourront toujours souscrire, en leur nom personnel, une assurance complémentaire. Ils en paieraient seuls les primes mais auront seuls droit à l'indemnité à laquelle elle pourrait donner lieu.

ARTICLE 135 - Chaque copropriétaire sera tenu d'assurer, en ce qui concerne son propre lot, le mobilier y contenu et le recours des voisins contre l'incendie, l'explosion du gaz, les accidents causés par l'électricité et les dégâts des eaux.

Cette assurance devra être faite à une Compagnie agréée par le Crédit Foncier de France ou à l'une des Compagnies choisies par l'assemblée des copropriétaires.

ARTICLE 136 - En cas de sinistre, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront encaissées par le syndic en présence d'un des

copropriétaires désigné par l'assemblée générale à charge par le syndic d'en effectuer le dépôt en banque dans les conditions à déterminer par cette assemblée.

ARTICLE 137 - Les indemnités de sinistre seront, sous réserve des droits des créanciers inscrits, affectées par privilège aux réparations ou à la reconstruction. Au cas où il serait décidé de ne pas reconstituer le bâtiment où l'élément d'équipement sinistré, les indemnités allouées en vertu des polices générales seront réparties entre les copropriétaires qui, en cas de reconstitution, en auraient supporté les charges, et dans les proportions où elles leur auraient incombé.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 138 - Les notifications et mises en demeure prévues par le présent règlement de copropriété tant au présent titre qu'au titre suivant sont valablement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Toutefois les notifications des convocations peuvent valablement résulter d'une remise contre récépissé ou émargement.

Il en est de même pour l'avis donné par le syndic aux copropriétaires de l'existence d'une instance, comme il a été prévu à l'article 125 du présent règlement de copropriété.

## TITRE V

### DECISIONS EXTRAORDINAIRES

#### CHAPITRE I

#### MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ

ARTICLE 139 - L'assemblée générale peut modifier le présent règlement de copropriété dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

ARTICLE 140 - Les décisions prises dans le cadre de l'article précédent sont adoptées par l'assemblée générale à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.

ARTICLE 141 - L'assemblée générale ne peut, à quelque majorité que ce soit, imposer à un copropriétaire une modification à la destination de ses parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent du règlement de copropriété.

ARTICLE 142 - De même, la répartition des charges ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des copropriétaires.

ARTICLE 143 - Toutefois, la participation des copropriétaires aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement commun doit demeurer fonction de l'utilité que ces services et éléments présentent à l'égard de chaque lot.

Quant à la participation des copropriétaires aux charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes, elle doit rester proportionnelle aux valeurs relatives des parties privatives comprises dans leurs lots telles que ces valeurs résultent, lors de l'établissement de la copropriété, de la consistance de la superficie et de la situation des lots sans égard à leur utilisation.

En conséquence :

a) Lorsque des travaux ou des actes d'acquisition ou de dispositions sont décidés par l'assemblée générale statuant à la majorité exigée par la loi, la modification de la répartition des charges ainsi rendue nécessaire peut être décidée par l'assemblée générale statuant à la même majorité.

En cas d'aliénation séparée d'une ou plusieurs fractions d'un lot, la répartition des charges entre ces fractions est soumise à l'approbation de l'assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

A défaut de décision de l'assemblée générale modifiant les bases de répartition des charges dans les cas ci-dessus prévus, tout copropriétaire pourra saisir le tribunal de grande instance de la situation de l'immeuble à l'effet de faire procéder à la nouvelle répartition rendue nécessaire.

b) Lorsqu'un changement de l'usage d'une ou plusieurs parties privatives rend nécessaire la modification de la répartition des charges entraînées par les services et les éléments d'équipement collectifs, cette modification est décidée savoir : par une assemblée générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les copropriétaires et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

## CHAPITRE II

### ACTES D'ACQUISITION ET DE DISPOSITION

#### SECTION 1

#### ACTES D'ACQUISITION

ARTICLE 144 - Le syndicat peut acquérir des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers au profit de ces parties communes. Les actes d'acquisition sont passés par le syndicat lui-même et de son chef.

Le syndicat peut également acquérir lui-même, à titre onéreux ou gratuit, des parties

privatives sans que celles-ci perdent pour autant leur caractère privatif. Le syndicat ne dispose pas de voix, en assemblée générale, au titre des parties privatives acquises par lui.

ARTICLE 145 - Les décisions concernant les acquisitions immobilières sont prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.

## SECTION 2

### ACTES DE DISPOSITION

ARTICLE 146 - Le syndicat peut aliéner des parties communes ou constituer des droits réels immobiliers à la charge des parties communes. Les actes de disposition sont passés par le syndicat lui-même et de son chef.

Le syndicat peut aliéner les parties privatives dont il s'est rendu propriétaire.

ARTICLE 147 - Lorsque les actes de disposition sur les parties communes ou sur des droits accessoires à ces parties communes résultent d'obligations légales ou réglementaires, telles que celles relatives à l'établissement de cours communes, d'autres servitudes ou à la cession de droits de mitoyenneté, les décisions concernant les conditions auxquelles sont réalisées ces actes sont adoptés par l'assemblée générale réunie sur première convocation, à la majorité des voix de tous les copropriétaires, et, à défaut de décision dans ces conditions, par une nouvelle assemblée générale statuant à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés.

ARTICLE 148 - Les décisions concernant les actes de disposition autres que ceux visés à l'article précédent sont prises à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix.



ARTICLE 149 - L'assemblée générale ne peut, sauf à l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble.

### CHAPITRE III

#### AMELIORATION - ADDITION - SURELEVATION

ARTICLE 150 - Les améliorations, additions de locaux privatifs ainsi que l'exercice du droit de surélévation seront effectuées, le cas échéant, dans les conditions prévues aux articles 30 à 37 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, lesquels sont ainsi conçus :

"ARTICLE 30 - L'assemblée générale des copropriétaires, statuant à la double majorité prévue à l'article 26 (c'est-à-dire à la majorité des membres du syndicat représentant au moins les trois quarts des voix) peut, à condition qu'elle soit conforme à la destination de l'immeuble, décider toute amélioration, telle que la transformation d'un ou de plusieurs éléments d'équipements existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux.  
"

"Elle fixe alors, à la même majorité, la répartition du coût des travaux et de la charge des indemnités prévues à l'article 36 ci-après, en proportion des avantages qui résulteront des travaux envisagés pour chacun des copropriétaires, sauf à tenir compte de l'accord de certains d'entre eux pour supporter une part de dépenses plus élevée.  
"

"Elle fixe, à la même majorité, la répartition des dépenses de fonctionnement d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments transformés ou créés.  
"

"Lorsque l'assemblée générale refuse l'autorisation prévue à l'article 25b, tout co-

"propriétaire ou groupe de copropriétaires peut  
"être autorisé par le tribunal de grande instance  
"à exécuter, aux conditions fixées par le tribu-  
"nal, tous travaux d'amélioration visés à l'ali-  
"néa 1er ci-dessus ; le tribunal fixe, en outre,  
"les conditions dans lesquelles les autres co-  
"propriétaires pourront utiliser les installations  
"ainsi réalisées. Lorsqu'il est possible d'en  
"réserver l'usage à ceux des copropriétaires qui  
"les ont exécutées, les autres copropriétaires ne  
"pourront être autorisés à les utiliser qu'en  
"versant leur quote-part du coût de ces instal-  
"lations, évalué à la date où cette faculté est  
"exercée.

"

"ARTICLE 31 - Aucun des copropriétaires ou de  
"leurs ayants droit ne peut faire obstacle à  
"l'exécution, même à l'intérieur de ses parties  
"privatives, des travaux régulièrement et expres-  
"sément décidés par l'assemblée générale en ver-  
"tu de l'article 30 ci-dessus.

"

"ARTICLE 32 - Sous réserve des dispositions de  
"l'article 34, la décision prise oblige les co-  
"propriétaires à participer, dans les proportions  
"fixées par l'assemblée, au paiement des travaux  
"à la charge des indemnités prévues à l'article  
"36, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement,  
"d'administration, d'entretien et de remplacement  
"des parties communes ou des éléments transfor-  
"més ou créés.

"

"ARTICLE 33 - La part du coût des travaux, des  
"charges financières y afférentes, et des indem-  
"nités incombant aux copropriétaires qui n'ont  
"pas donné leur accord à la décision prise peut  
"n'être payée que par annuités égales au dixième  
"de cette part. lorsque le syndicat n'a pas con-  
"tracté d'emprunt en vue de la réalisation des  
"travaux, les charges financières dues par les  
"copropriétaires payant par annuités sont égales  
"au taux légal d'intérêt en matière civile.

"



"Toutefois, les sommes visées au précédent alinéa deviennent immédiatement exigibles lors de la première mutation entre vifs du lot de l'intéressé, même si cette mutation est réalisée par voie d'apport en société.  
"

"Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect d'obligations légales ou réglementaires.  
"

"ARTICLE 34 - La décision prévue à l'article 30 n'est pas opposable au copropriétaire opposant qui a, dans le délai prévu à l'article 42, alinéa 2, saisi le tribunal de grande instance en vue de faire reconnaître que l'amélioration décidée présente un caractère somptuaire eu égard à l'état, aux caractéristiques et à la destination de l'immeuble.  
"

"ARTICLE 35 - La surélévation ou la construction de bâtiments aux fins de créer de nouveaux locaux à usage privatif ne peut être réalisée par les soins du syndicat que si la décision en est prise à l'unanimité de ses membres.  
"

"La décision d'aliéner aux mêmes fins le droit de surélever un bâtiment existant exige, outre la majorité prévue à l'article 26, l'accord des copropriétaires de l'étage supérieur du bâtiment à surélever et, si l'immeuble comprend plusieurs bâtiments, la confirmation par une assemblée spéciale des copropriétaires des lots composant le bâtiment à surélever, statuant à la majorité indiquée ci-dessus.  
"

"Si le règlement de copropriété stipule une majorité supérieure pour prendre la décision prévue à l'alinéa précédent, cette clause ne peut être modifiée qu'à cette même majorité.  
"

"ARTICLE 36 - Les copropriétaires qui subissent un préjudice par suite de l'exécution des travaux, en raison, soit d'une diminution définitive de la valeur de leur lot, soit d'un trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire,

"soit de dégradations, ont droit à une indemnité.  
"

"Cette indemnité, qui est à la charge de  
"l'ensemble des copropriétaires, est répartie,  
"s'il s'agit de travaux décidés dans les condi-  
"tions prévues à l'article 30, en proportion de  
"la participation de chacun au coût des travaux  
"et, s'il s'agit de travaux de surélévation pré-  
"vus à l'article 35, selon la proportion initiale  
"des droits de chacun dans les parties communes.  
"

"ARTICLE 37 - Toute convention par laquelle un  
"propriétaire ou un tiers se réserve l'exercice  
"de l'un des droits accessoires visés à l'article  
"3 autre que le droit de mitoyenneté, devient  
"caduque si ce droit n'a pas été exercé dans les  
"dix années qui suivent ladite convention.  
"

"Si la convention est antérieure à la pro-  
"mulgation de la présente loi, le délai de dix  
"ans court de ladite promulgation.  
"

"Avant l'expiration de ce délai, le syndi-  
"cat peut, statuant à la majorité prévue à l'ar-  
"ticle 25, s'opposer à l'exercice de ce droit,  
"sauf à en indemniser le titulaire dans le cas  
"où ce dernier justifie que la réserve du droit  
"comportait une contrepartie à sa charge.  
"

"Toute convention postérieure à la promul-  
"gation de la présente loi, et comportant réserve  
"de l'un des droits visés ci-dessus, doit indi-  
"quer, à peine de nullité, l'importance et la con-  
"sistance des locaux à construire et les modifi-  
"cations que leur exécution entraînerait dans les  
"droits et charges des copropriétaires."

#### CHAPITRE IV

#### RECONSTRUCTION

ARTICLE 151 - En cas de destruction totale ou  
partielle, la reconstruction serait décidée et,  
le cas échéant, opérée dans les conditions et  
avec les effets prévus aux articles 38 à 41 de  
la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

En cas d'amélioration ou d'addition par rapport à l'état antérieur au sinistre, les dispositions du chapitre précédent sont applicables.

## CHAPITRE V

### MODIFICATION DES STRUCTURES JURIDIQUES

ARTICLE 152 - Constitution de syndicats secondaires. - Les copropriétaires pourront, réunis en assemblée générale, décider la constitution entre eux, d'un syndicat dit secondaire. Cette éventuelle décision serait prise dans les conditions et avec les effets prévus à l'article 27 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

ARTICLE 153 - Constitution de copropriétés distinctes. - Si la division en propriété du sol se révélait possible, les copropriétaires dont les lots composeront l'un des bâtiments pourraient demander que ce bâtiment soit retiré de la copropriété initiale pour constituer une copropriété séparée. La décision serait alors prise dans les conditions et avec les effets prévus par l'article 28 de la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq.

## TITRE VI

### DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 154 - Publicité foncière - Le présent règlement de copropriété sera publié au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, conformément à la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq et aux dispositions légales portant réforme de la publicité foncière.

Il en sera de même de toutes modifications pouvant être apportées par la suite au présent règlement.

ARTICLE 155 - La Société "RESIDENCE NORMANDIE" a obtenu de Monsieur le Préfet du VAL-d'OISE le permis de construire dont la teneur est ci-après littéralement rapportée :

"Le PREFET DU VAL-D'OISE  
"OFFICER DE LA LEGION D'HONNEUR  
"

"Vu le livre 1er du Code de l'Urbanisme et  
"de l'Habitation et notamment son titre VII, re-  
"latif au permis de construire ;  
"

"Vu le décret numéro 61-1036 du treize sep-  
"tembre mil neuf cent soixante et un, portant  
"règlement d'administration publique pour l'ap-  
"plication des articles 87 à 101 du Code de l'Ur-  
"banisme et de l'Habitation, et relatif au per-  
"mis de construire ;  
"

"Vu le décret numéro 61-1298 du trente no-  
"vembre mil neuf cent soixante et un, portant  
"règlement d'administration publique pour l'ap-  
"plication de l'article 91 du Code de l'Urbanisme  
"et de l'Habitation ;  
"

"Vu la demande de permis de construire  
"présentée par :

"S.C.I. : "RESIDENCE NORMANDIE"  
"Demeurant à PARIS (neuvième arrondissement)  
" 66, rue de Provence,  
"Pour les travaux de : construction d'un ensem-  
" ble immobilier comportant 59 loge-  
" ments, commerces, cabinet médicaux  
" et parkings souterrain.  
"A exécuter à : SANNOIS, sur une propriété sise  
" 33 et 35 Boulevard Charles de Gaulle.  
"

"Vu l'avis du Maire ;  
" Vu l'avis du Directeur Départemental de  
"l'EQUIPEMENT ;  
"Vu l'avis des Services consultés ;  
"

" ARRETE :  
"

"ARTICLE 1 - Le permis de construire est ACCORDE

"pour les travaux décrits dans la demande présentée, sous réserve du respect des conditions particulières ci-après :

- "
- "1°) Lors de l'exécution des travaux, le pétitionnaire devra se conformer aux différentes règles de construction en vigueur.
- "
- "2°) L'aménagement de chaque boutique devra faire l'objet d'une demande de permis de construire séparée.
- "
- "3°) En ce qui concerne la lutte contre l'incendie et la sauvegarde des personnes, le pétitionnaire devra strictement se conformer au rapport numéro 000861 et aux fiches techniques numéro 66/2, 66/4, 66/6 et 66/7 ci-joints, de Monsieur l'Inspecteur Départemental des services d'incendie et de secours.
- "
- "4°) Conformément à l'accord passé le treize novembre mil neuf cent soixante trois entre le syndicat des communes de la Banlieue de PARIS pour les eaux et la Compagnie Générale des Eaux, le pétitionnaire versera à la dite Compagnie, le taux de quote part unitaire de 390 (trois cent quatre vingt dix francs) par logement. Ce taux est révisable en début de chaque année.
- "
- "5°) Conformément aux termes de la convention passée entre la commune de SANNOIS et le pétitionnaire, ce dernier versera à la ville de SANNOIS une participation fixée forfaitairement à la somme de 165.500 (cent soixante cinq mille cinq cents francs). Cette participation sera versée à la commune comme suit :
- "
- " - cinquante pour cent dès les fondations terminées.
  - " - vingt cinq pour cent un an après la date d'exigibilité du premier versement.
  - " - le solde au moment du dépôt de la demande du certificat de conformité.
- "



" La Société paiera en outre à la ville, le  
" montant de sa participation forfaitaire aux  
" travaux de construction de l'égout existant  
" où seront évacués les effluents provenant  
" de son groupe de logements. Cette partici-  
" pation sera de 500 (cinq cents francs) par  
" logement ou commerces, soit une somme glo-  
" bale de 32.500 (trente deux mille cinq cents  
" francs).  
" Le pétitionnaire abandonnera gratuitement à  
" la commune, le terrain nécessaire pour la  
" mise à l'alignement des voies publiques au  
" droit des constructions projetées.  
"

" 6°) Avant tout commencement des travaux, le pé-  
" titionnaire devra obtenir de l'autorité com-  
" pétente, l'arrêté de démolition pour les  
" bâtiments existants sur le terrain.  
"

" ARTICLE 2 - Le présent permis est délivré sans  
" préjudice du droit des tiers (obligations  
" contractuelles, servitudes de droit privé,  
" etc...) ; il est périmé si les constructions  
" ne sont pas entreprises dans le délai d'un  
" an à compter de sa délivrance ou si les tra-  
" vaux sont interrompus pendant un délai supé-  
" rieur à une année.  
"

" ARTICLE 3 - Copie du présent arrêté sera notifiée :  
" 1° - au pétitionnaire qui en fera mention par  
" affichage sur le terrain, avant l'ouverture  
" du chantier et pendant toute la durée de ce  
" dernier ;  
" 2° - au Directeur Départemental de l'EQUIPE-  
" MENT ;  
" Un exemplaire de l'arrêté sera en outre pu-  
" blié par voie d'affichage à la mairie pendant  
" une durée de deux mois.  
"

" Fait à PONTOISE, le neuf août mil neuf cent  
" soixante huit.  
"

" LE PREFET,  
"



ARTICLE 156 - ORIGINE DE PROPRIETE -

L'immeuble objet des présentes appartient à la Société "RESIDENCE NORMANDIE" ainsi qu'il va être expliqué :

I - Partie dudit immeuble ou mille soixante dix sept mètres carrés, cadastrée Section D numéros 573p et 586p avec des constructions y édifiées et à démolir par ladite Société "RESIDENCE NORMANDIE" avait fait l'objet d'un règlement de copropriété et de division en dix lots dressé par Maître LEFEVRE, Notaire soussigné le trente et un décembre mil neuf cent soixante trois dont une expédition a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le vingt neuf janvier mil neuf cent soixante quatre volume, 5310, numéro 22bis.

Et la Société "RESIDENCE NORMANDIE" s'est rendue acquéreur de la totalité desdits lots, soit de l'ensemble de l'immeuble, savoir :

Des lots 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9 et 10 pour les avoir acquis de la Société Civile Immobilière dénommée Société Civile Immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle à Sannois au capital de vingt mille francs dont le siège social est à Sannois, 35, Boulevard Charles de Gaulle,

Et de Madame Josette Camille LABRACHERIE, sans profession, demeurant à Sannois (Val-d'Oise) 9 rue Louis Moreaux, divorcée en premières noces non remariée de Monsieur Joseph Raymond SAYA.

Suivant acte reçu par Maître LEFEVRE, Notaire soussigné le neuf juillet mil neuf cent soixante huit.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de CENT VINGT MILLE FRANCS, sur lequel prix, la Société acquéreur a payé comptant la

somme de SOIXANTE MILLE FRANCS aux termes dudit acte qui en contient quittance.

QUANT aux SOIXANTE MILLE FRANCS de surplus, ils ont été stipulés payables aux vendeurs le trente et un juillet mil neuf cent soixante huit et ont été payés depuis ainsi que le constatera un acte de quittance à recevoir par Me LEFEVRE, Notaire soussigné.

Audit acte, les vendeurs ont déclaré :

En ce qui concerne la Société du 35 Boulevard Charles de Gaulle à SANNNOIS :

Qu'elle était un être moral non susceptible d'hypothèque légale.

En ce qui concerne Madame LABRACHERIE :

Qu'elle était divorcée en premières noces de Monsieur Joseph Raymond SAYA, suivant jugement rendu par la troisième Chambre du TRIBUNAL CIVIL DE GRANDE INSTANCE de VERSAILLES le dix sept octobre mil neuf cent soixante sept,

Qu'elle n'était pas et n'avait jamais été en état de faillite, liquidation ou règlement judiciaire ou cessation de paiement,

Qu'elle n'avait fait l'objet d'aucune condamnation ayant entraîné la confiscation de ses biens,

Qu'elle n'était pas en état d'interdiction, ni pourvue d'un Conseil Judiciaire.

Une expédition de cet acte a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le vingt trois septembre mil neuf cent soixante huit, volume 6.759, numéro 9.

Un état délivré sur cette publication par Monsieur le Conservateur audit bureau des Hypothèques était négatif d'inscription, transcription de mention ou saisie du chef de la Société venderesse et de Madame LABRACHERIE.

Observation est ici faite qu'aux termes de cet acte, les vendeurs ont dispensé Me LEFEVRE, notaire soussigné de prendre

inscription pour sureté du solde du prix de vente leur restant dû.

Des lots 1, 7 pour les avoir acquis de Monsieur René Jean BICHON, pharmacien biologiste, et Madame Denise Lucie DUMONT, son épouse, demeurant ensemble à SANNOIS (Val-d'Oise) Boulevard Charles de Gaulle numéro 35.

Suivant acte reçu par Me LEFEVRE, notaire soussigné le quatorze novembre mil neuf cent soixante huit.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de QUATRE VINGT SIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE FRANCS qui a été transformée en l'obligation par la Société acquéreur de construire pour le compte des vendeurs les lots numéros 1, 107, 116, 117, 200, 201 du présent règlement de copropriété.

Audit acte les vendeurs ont déclaré :

Qu'ils étaient mariés tous deux en premières noces sous le régime de la séparation de biens avec Société d'acquêts, sauf à l'égard de toutes affaires pharmaceutiques, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître TOLLU, Notaire à CHARENTON, le douze avril mil neuf cent cinquante quatre, ne contenant aucune clause restrictive de la capacité civile de l'épouse ni prescriptive d'emploi ou de remploi de ses biens propres, ledit régime matrimonial n'ayant subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Qu'ils n'étaient pas et n'avaient jamais été en état de faillite, liquidation ou règlement judiciaire ou cessation de paiement,

Qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune condamnation ayant entraîné la confiscation de leurs biens,

Qu'ils n'étaient pas en état d'interdiction ni pourvus d'un conseil judiciaire.

Une expédition de cet acte est actuellement en cours de publication au troisième Bureau des

hypothèques de VERSAILLES.

- ORIGINE ANTERIEURE -

Du Chef de Monsieur et Madame BICHON :

Lesdits biens dépendaient de la Société d'acquêts d'entre Monsieur et Madame BICHON par suite de l'acquisition qu'ils en avaient conjointement faite de :

La Société Civile Immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle à SANNOIS, Société Civile particulière au capital de vingt mille francs dont le siège social est à SANNOIS, Boulevard Charles de Gaulle numéro 35,

Suivant acte reçu par Maître LEFEVRE, Notaire soussigné, le trente et un décembre mil neuf cent soixante trois,

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de CENT VINGT MILLE FRANCS sur lequel les acquéreurs ont payé comptant la somme de CENT MILLE FRANCS aux termes dudit acte qui en contient quittance,

Quant aux VINGT CINQ MILLE FRANCS de surplus, ils ont été stipulés payables à la Société vendeuse au plus tard le trente juin mil neuf cent soixante cinq,

Audit acte il a été déclaré :

Que la Société civile immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle était de nationalité française,

Que ladite Société était une personne morale et n'était pas susceptible d'hypothèque légale,

Qu'elle avait la forme civile et n'accomplissait pas d'actes de commerce.

Une expédition de cet acte a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le vingt neuf janvier mil neuf

cent soixante quatre, volume 5310, numéro 23, avec inscription de privilège de vendeur du même jour, volume 308, numéro 21 pour sûreté de paiement du solde du prix de vente.

Un état délivré le même jour sur cette publication par Monsieur le Conservateur au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, était négatif en tous points du chef de la société venderesse.

Monsieur et Madame BICHON se sont libérés de leur solde de prix d'acquisition sans que ce paiement ait été constaté par un acte authentique et la mainlevée de l'inscription sus-relatée sera donnée dans le délai de deux mois de ce jour.

- ORIGINE ANTERIEURE -

Du chef de la Société Civile Immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle :

L'entier immeuble appartenait à la Société Civile Immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle à SANNOIS pour l'avoir acquis suivant acte reçu par Me LEFEVRE, notaire soussigné le vingt neuf avril mil neuf cent cinquante sept, de Madame Marthe Eglé Marie BERNARD, antiquaire, demeurant à SANNOIS (Val-d'Oise) Boulevard Charles de Gaulle numéro 35, épouse en instance de divorce de Monsieur Carlos Celso BLANCO, Madame BLANCO-BERNARD ayant agi seule et sans autorisation de son mari comme ayant une profession distincte et séparée de celui-ci ainsi que le constatait un acte de notoriété dressé par Me HUEL, Notaire à SAINT-CLOUD, le vingt sept janvier mil neuf cent quarante quatre.

Cette acquisition a eu lieu moyennant :

1° - Une somme de CINQ CENT MILLE FRANCS, de l'époque payé comptant et quit-



tancée dans l'acte.

2° - Une rente mensuelle et viagère de QUARANTE MILLE FRANCS de l'époque au profit, sur la tête et pendant la vie de Madame BLANCO-BERNARD.

Etant observé que ladite Dame BLANCO-BERNARD est décédée le vingt et un juin mil neuf cent cinquante neuf, à PARIS 42 Rue de Sèvres où elle se trouvait momentanément, ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Me JARRIAND, notaire à PARIS, après ledit décès.

3° - Et la charge d'acquitter au lieu et place et en l'acquit de Madame BLANCO-BERNARD, le montant d'une obligation pour prêt d'un montant de DEUX MILLIONS DEUX CENT MILLE FRANCS de l'époque souscrite par Madame BLANCO-BERNARD suivant acte reçu par Me MUEL, notaire à SAINT-CLOUD le neuf septembre mil neuf cent cinquante cinq, cette créance étant conservée par une inscription d'hypothèque conventionnelle prise sur l'immeuble, objet des présentes au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le six octobre mil neuf cent cinquante cinq, volume 690, numéro 42 à 46.

Audit acte, la venderesse a déclaré :  
Qu'elle était de nationalité fran-

çaise,

Qu'elle était en instance de divorce de Monsieur BLANCO avec lequel elle était mariée sans contrat à la Mairie du quatrième arrondissement de PARIS, le douze mai mil neuf cent huit.

Qu'elle n'exerçait et n'avait jamais exercé de fonctions emportant hypothèque légale,

Une expédition de cette vente a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, le dix huit mai mil neuf cent cinquante sept, volume 3918, numéro 1. Ins-



cription a été prise le même jour, volume 51 numéro 99, pour sûreté et garantie du service exact de la rente viagère ci-dessus énoncée et du paiement de la somme déléguée avec tous intérêts indemnités, frais et accessoires.

L'acte de vente précité contenait autorisation à Monsieur le Conservateur du troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES d'opérer la radiation de cette inscription sur simple production d'un extrait de l'acte de décès de Madame BLANCO-BERNARD.

Un état délivré sur cette transcription le vingt six avril mil neuf cent cinquante sept par Monsieur le Conservateur audit bureau, du chef de la venderesse et des anciens copropriétaires, était négatif de saisie, transcrite, mais révélait l'inscription prise contre Madame BLANCO concernant la créance déléguée et ci-dessus mentionnée.

La Société Civile Immobilière du 35 Boulevard Charles de Gaulle à SANNIS s'est libérée envers les créanciers de Madame BLANCO-BERNARD ainsi que le constate un acte reçu par Me CHARGELEGUE, notaire à SAINT-CLOUD le neuf octobre mil neuf cent cinquante sept, qui contient quittance de la somme de deux millions deux cent mille francs, sus-énoncée et mainlevée entière et définitive de l'inscription précitée et la radiation en a été effectuée le treize mai mil neuf cent cinquante huit.

L'inscription prise en garantie du service de la rente stipulée au profit de Madame BLANCO-BERNARD est devenue sans objet par suite de son décès sus-énoncée, et a été radiée.

Du Chef de Madame BLANCO-BERNARD :

Ledit immeuble dépendait d'une plus grande propriété, d'une contenance de deux mille soixante dix sept mètres carrés environ qui appartenait à Madame BLANCO-BERNARD, au moyen de l'acquisition qu'elle en avait faite, avec réserve expresse de déclarer command pour le tout ou partiellement suivant acte reçu par Me DESDIIONS, notaire à SANNOIS et Me GARDY, notaire à PARIS, le vingt octobre mil neuf cent cinquante deux de :

1<sup>ent</sup> - Monsieur Pierre Marie Louis Georges GLACHANT, lieutenant-Colonel en retraite, et Madame Renée Marie GODIN, son épouse, demeurant ensemble à PARIS, rue Saint-Jacques numéro 34.

2<sup>ent</sup> - Monsieur Henri Paul GODIN, négociant en vins, et Madame Georgette Louise Andrée PONGET, son épouse, demeurant ensemble à PARIS, rue du Cherche Midi, numéro 91.

3<sup>ent</sup> - Monsieur Philippe Gabriel HENRIOT, Attaché de Banque, et Madame Denise Lucie GODIN, son épouse, demeurant ensemble à PARIS, rue Constant Coquelin, numéro 9.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de TROIS MILLIONS de FRANCS, sur lequel prix il a été payé comptant, la somme de un million de francs, aux termes dudit contrat qui en contient quittance.

Quant aux deux millions de francs de surplus, ils ont été stipulés payables à terme.

Audit acte, la venderesse a déclaré :  
Monsieur et Madame GLACHANT-GODIN.

Qu'ils étaient mariés, Monsieur GLACHANT en premières noces et Madame GLACHANT, en secondes noces, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me PRUD'HOMME, notaire à PARIS, le quinze no-

vembre mil neuf cent seize, ne contenant aucune clause restrictive de la capacité civile de l'épouse, ni prescriptive d'emploi de ses biens propres.

Que Madame GLACHANT était veuve en premières noces de Monsieur Paul Louis Fernand DEHESDIN.

Qu'elle avait été tutrice naturelle et légale de Monsieur René Jules Paul DEHESDIN, son fils, né à PARIS, sur le troisième arrondissement, le dix neuf décembre mil neuf cent trois, de son union avec Monsieur DEHESDIN, son premier mari, et qu'elle lui avait rendu son compte de tutelle, ainsi qu'il résulte de deux actes reçus par Me PRUD'HOMME, notaire susnommé, le premier, le vingt neuf janvier mil neuf cent vingt six, et le deuxième, les dix sept mars mil neuf cent vingt six et vingt quatre février mil neuf cent vingt sept.

Monsieur et Madame GODIN-PONCET.

Qu'ils étaient mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me VIENOT, notaire à PARIS, le vingt sept mars mil neuf cent vingt cinq, ne contenant aucune clause restrictive de la capacité civile de l'épouse.

Monsieur et Madame HENRIOT-GODIN.

Qu'ils étaient mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me PRUD'HOMME, notaire susnommé, le vingt quatre octobre mil neuf cent trente huit, sans clause restrictive de la capacité civile de l'épouse, ni prescriptive d'emploi de ses biens propres.

ET TOUS :

Qu'ils n'exerçaient et n'avaient jamais exercé de fonctions emportant hypothèque légale sur leurs biens, sauf ce qui est indiqué ci-dessus, en ce qui concerne Madame GLACHANT, née GODIN.

Et que Madame Veuve GODIN, née PERDRIER et Monsieur et Madame PERDRIER-JOUAULT, précédents propriétaires, n'avaient jamais rempli de fonctions emportant hypothèque légale.

Qu'ils n'étaient pas et n'avaient jamais été en état de faillite, liquidation judiciaire ou cessation de paiements, et qu'ils n'avaient pas demandé à bénéficier des dispositions du décret du vingt cinq août mil neuf cent trente sept, instituant le règlement amiable homologué.

Qu'ils n'étaient pas bénéficiaires de dommages de guerre sujets à révision, et que l'immeuble présentement vendu n'était pas affecté directement ni indirectement par des destructions de guerre.

Qu'ils n'étaient pas alors et n'étaient pas susceptibles d'être ultérieurement l'objet de poursuites pour profits illicites ou indignité nationale pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de leurs biens, le tout dans les termes des ordonnances en vigueur.

Et qu'ils n'étaient pas débiteurs vis-à-vis de la Sécurité Sociale.

Une expédition dudit acte a été transcrite au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, le cinq novembre mil neuf cent cinquante deux, volume 3345, numéro 53, avec inscription d'office du même jour volume 607, numéro 99.

Un état délivré sur cette transcription le même jour par Monsieur le Conservateur audit bureau, du chef des vendeurs, de Madame GODIN, Madame PERDRIER et Monsieur et Madame JOUAULT, précédents propriétaires, n'a révélé l'existence d'aucune inscription, saisie, transcription ou mention.

Il est ici expliqué que, suivant acte reçu par Me DESDIONS, notaire susnommé, le vingt octobre mil neuf cent cinquante deux, Madame BERNARD usant de la faculté de déclarer command qu'elle s'était réservée dans le contrat de vente, a déclaré que dans la propriété dont elle s'est rendue acquéreur aux termes dudit contrat, elle avait acquis pour le compte de :

Monsieur André Yves Marie Baptiste TEPHANY, Garagiste, demeurant à SANNOIS, Boulevard Charles de Gaulle, numéro 33 ci-après nommé.

Une parcelle de terrain, vers le midi de ladite propriété, d'une contenance de mille mètres carrés, lieudit "LE VILLAGE", cadastré section D, numéros 873p et 886p, ensemble le garage y édifié.

Et que le prix stipulé dans le contrat ci-devant énoncé s'appliquait pour UN MILLION de FRANCS, à la parcelle de terrain dont s'agit.

Aux termes de cet acte, Madame BERNARD a déclaré que la somme de UN MILLION de FRANCS, s'appliquant à ladite parcelle de terrain, formait la fraction de prix payée comptant, aux termes du contrat de vente sus-énoncé et que cette somme a été payée avec des fonds de Monsieur TEPHANY.

Une expédition de ladite déclaration de command a été transcrite au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, en suite de l'acte de vente sus-énoncé.

Madame BLANCO-BERNARD s'est libérée de la somme de DEUX MILLIONS DE FRANCS, montant du solde restant dû sur son prix d'acquisition, aux termes d'un acte de quittance, reçue par Me DESDIONS, alors notaire à SANNOIS, prédécesseur immédiat du notaire soussigné, et Me GARDY, notaire à PARIS, le quatre mars mil neuf cent cinquante quatre, contenant mainlevée de l'inscription sus-énoncée, volume 607, numéro 99, laquelle a été radiée définitivement le quatre juillet mil neuf cent cinquante cinq.



Du Chef des Héritiers GODIN.

L'immeuble dont s'agit appartenait conjointement et indivisément en propre à Madame GLACHANT, Monsieur Henri GODIN et Madame HENRIOT, comme l'ayant recueillie avec autres biens dans la succession de Madame Marie Clémentine Eugénie PERDRIER, leur mère et grand' mère paternelle, en son vivant sans profession, décédée en son domicile à PARIS, rue de Villersexel, numéro 6, le dix sept novembre mil neuf cent quarante trois, veuve en premières nocces non remariée de Monsieur René Auguste GODIN,

Dont ils étaient seuls héritiers, chacun pour un tiers, savoir :

- Madame GLACHANT et Monsieur GODIN, ses enfants, de leur chef.

Et Madame HENRIOT, sa petite fille,

Par représentation de Monsieur Maurice Georges GODIN, son père, prédécédé en son domicile à PARIS, rue de Villersexel, numéro 4, le seize mars mil neuf cent trente trois,

Duquel elle était seule enfant.

Ainsi que ces qualités sont constatées par un acte de notoriété dressé à défaut d'inventaire après le décès de Madame Veuve GODIN, par Me GARDY, notaire à PARIS, le vingt quatre janvier mil neuf cent quarante cinq.

EN LA PERSONNE de Madame Veuve GODIN.

Ce même immeuble appartenait à Madame Veuve GODIN, comme l'ayant recueilli dans la succession de Madame Onézime Alphonsine JOUAULT, sa mère, veuve de Monsieur Pierre Firmin PERDRIER, et non remariée, décédée en son domicile à PARIS, rue de Villersexel, numéro 6, le six janvier mil neuf cent quatorze.

Dont elle était héritière pour moitié, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Et plus particulièrement comme lui ayant été attribuée avec autres biens pour lui



fournir à due concurrence, le montant de ses droits en toute propriété aux termes d'un acte reçu par Me André PRUD'HOMME, notaire à PARIS, le neuf juin mil neuf cent quatorze, arrêté entre :

1° - Monsieur René Auguste GODIN et Madame Marie Clémentine Eugénie PERDRIER, son épouse,

Mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leurs contrat de mariage, reçu par Me LEPINTE, notaire à SANNOIS, le vingt huit août mil huit cent quatre vingt un, ne contenant aucune clause restrictive de la capacité civile de la femme, ni prescriptive d'emploi de ses biens propres.

2° - Et Monsieur Paul André Firmin PERDRIER,

Ayant agi, Madame GODIN, et Monsieur PERDRIER, frère et soeur germains, en qualité de seuls héritiers chacun pour moitié, de Madame Veuve PERDRIER, née JOUAULT, leur mère.

Ainsi constaté par un acte de notoriété dressé à défaut d'inventaire après le décès de ladite dame, par Me André PRUD'HOMME, notaire susnommé, le neuf février mil neuf cent quatorze.

Ledit acte contenant la liquidation et le partage sans soulte de la succession de Madame Veuve PERDRIER.

II - Surplus dudit immeuble ou quatre mille sept cent quatre vingt trois mètres carrés, cadastré section D numéros 873p, 886p, 888p, 890p, 892p avec des constructions y édifiées et à démolir par ladite Société "RESIDENCE DE NORMANDIE" pour l'avoir acquis de :

Monsieur André Yves Marie Baptiste TEPHANY, commerçant, demeurant à SANNOIS (Val-d'Oise) Boulevard Charles de Gaulle numéro 33, et Madame Germaine Yvonne JAMES, sans profession, son épouse, domiciliée de droit avec son mari, mais résidant de fait à SANNOIS (Val-d'Oise) rue du Bel Air, Villa des Roses.

Suivant acte reçu par Me LEFEVRE, notaire soussigné, le douze septembre mil neuf cent soixante huit.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS qui a été transformée en l'obligation par la Société acquéreur de construire pour le compte des vendeurs les lots numéros 22, 23, 30, 31, 39, 49, 50, 153 à 161 inclus,

Lesdits lots d'une valeur totale de SIX CENT SOIXANTE SEPT MILLE CENT FRANCS.

De sorte qu'il restait dû sur le prix la somme de CINQUANTE DEUX MILLE NEUF CENTS FRANCS qui a été payée comptant aux termes dudit acte qui en contient quittance.

Audit acte les vendeurs ont déclaré :

Qu'ils étaient mariés tous deux en premières noces sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me MASSON, notaire à SANNOIS, le cinq octobre mil neuf cent trente trois, préalable à leur union célébrée à la mairie de SANNOIS, le neuf octobre mil neuf cent trente trois, ledit contrat ne contenant aucune clause prescriptive de la capacité civile de l'épouse ni prescriptive d'emploi ou de remploi de ses biens propres aliénés.

Ledit statut matrimonial n'ayant subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Qu'ils n'étaient pas et n'avaient jamais été en état de faillite, liquidation ou règlement judiciaire ou cessation de paiements,

Qu'ils n'avaient fait l'objet d'aucune condamnation ayant entraîné la confiscation de leurs biens,

Qu'ils n'étaient pas en état d'interdiction ni pourvus d'un conseil judiciaire.

Une expédition de cet acte a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le sept octobre mil neuf cent soixante huit, volume 6774, numéro 5 avec inscription de privilège de vendeur du même jour, volume 553 numéro 72 prise pour sûreté de l'obligation de construire sus-relatée.

Un état délivré sur cette formalité le même jour par Monsieur le Conservateur audit bureau des hypothèques a révélé l'existence d'une inscription d'hypothèque légale prise au profit de Madame TEPHANY. Cette inscription sera radiée incessamment par suite de la mainlevée donnée aux termes mêmes de l'acte de vente sus-énoncé.

Il est ici observé que c'est à tort et par erreur si dans la vente en cours d'analyse, l'immeuble a été indiqué cadastré section D numéros 873p, 886p, 887p, 888p, 890p, 892p et B numéro 1978p au lieu de section D numéros 873p, 886p, 887p, 888p, 890p, 892p qui est sa véritable référence cadastrale.

Du chef de Monsieur et Madame TEPHANY :

Ledit immeuble dépendait de la communauté de biens existant entre Monsieur et Madame TEPHANY au moyen des acquisitions qu'ils en avaient faites, au cours et pour le compte de ladite communauté, savoir :

Une partie des constructions et trois mille quatre cent cinquante cinq mètres carrés d'après titres, cadastrés section D numéros 873p, 886p, 888p, 887p, 890p, 892p et section B numéro 1978p,

De Monsieur Emile Charles HUET LEVEQUE, employé à la Société d'éclairage, chauffage et force motrice et Madame Louise Alice VAREILLES, son épouse, demeurant ensemble à SANNOIS, 15 Rue de Paris,

Suivant acte reçu par Maître Jean DETROYE, Notaire à PARIS, le neuf juin mil neuf cent quarante deux,

Cette vente a eu lieu moyennant le prix principal de QUATRE CENT MILLE ANCIENS FRANCS qui a été payé comptant aux termes dudit acte qui en contient quittance.

Audit acte les vendeurs ont déclaré :

Qu'ils étaient mariés tous deux en premières noces sans contrat, à la mairie de GENNEVILLIERS le neuf janvier mil neuf cent dix neuf mais depuis séparés de biens par jugement du Tribunal Civil de VERSAILLES en date du neuf juin mil neuf cent trente neuf exécuté par la liquidation des reprises de Monsieur HUET LEVEQUE, suivant acte reçu par Maître PRAQUIN, notaire à SARTROU-

VILLE le premier octobre mil neuf cent trente neuf suppléant Maître BEAUCHET, Notaire à ARGENTEUIL alors mobilisé.

Qu'ils n'étaient pas chargés de fonction emportant hypothèque légale,

Qu'ils n'étaient pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire,

Qu'ils n'étaient pas bénéficiaire d'indemnité de dommages de guerre.

Une expédition de cet acte a été transcrite au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES le deux juillet mil neuf cent quarante deux, volume 2511, numéro 20.

Il ne peut être justifié de l'état requis sur cette formalité, celui-ci n'ayant pas été représenté au notaire soussigné.

- ORIGINE ANTERIEURE -

Du chef de Monsieur et Madame HUET-LEVEQUE :

Ledit immeuble dépendait de la communauté légale de bien ayant existé entre Monsieur et Madame HUET-LEVEQUE, par suite de l'acquisition que Monsieur HUET LEVEQUE en avait faite seul au cours et pour le compte de ladite communauté de :

Monsieur Edouard RUBES LARISCHENKO, marchand d'Objets d'Art et Madame Eugénie LARISCH, son épouse, demeurant ensemble à SANNONIS (Val-d'Oise) 33 Rue de Paris.

Suivant acte reçu par Maître BARILLOT, notaire à PARIS et Maître COUSIN également notaire à PARIS le cinq juin mil neuf cent trente et un.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de CINQ CENT MILLE FRANCS de l'époque que l'acquéreur a été chargé de conserver entre ses mains pour en effectuer le paiement aux lieu et place des vendeurs aux créanciers inscrits sur ledit

immeuble au profit desquels il a été consenti toutes délégations et indications de paiement.

Lesdits paiements aujourd'hui effectués aux créanciers ainsi que le constatent divers actes de quittance.

Audit acte les vendeurs ont déclaré :

Qu'ils étaient mariés sans contrat devant l'autorité AUSTRO-HONGROISE aux ARMÉES le dix mars mil neuf cent dix huit.

Qu'ils n'avaient pas et n'avaient jamais été tuteurs de mineurs ou d'interdits ni chargés d'aucune autre fonction emportant hypothèque légale.

- Mille mètres carrés, cadastrés section D, numéros 873p et 886p,

Par suite de la déclaration de command qui en a été passée au profit de Monsieur TEPHANY par Madame BLANCO-BERNARD susnommée aux termes de l'acte reçu par Me DESDIIONS, notaire à SANNOIS, le vingt octobre mil neuf cent cinquante deux, sus-analysé.

#### ORIGINE ANTERIEURE

##### Du Chef de Madame BLANCO-BERNARD

Ledit immeuble faisait partie d'un plus grand qui appartenait à Madame BLANCO-BERNARD pour l'avoir acquis des Consorts GODIN aux termes de l'acte reçu par Me DESDIIONS, notaire à SANNOIS le vingt octobre mil neuf cent cinquante deux sus-analysé.

##### Du Chef des Consorts GODIN

Ledit immeuble appartenait aux Consorts GODIN pour l'avoir recueilli dans la succession de :

Madame Marie Clémentine Eugénie PERDRIER, veuve de Monsieur René Auguste GODIN, ainsi qu'il a été dit ci-dessus dans la présente origine de propriété.



Deux cent soixante six mètres carrés, cadastrés section D, numéro 873p, de :

1° - Monsieur Pierre Marie Louis Georges GLACHANT, lieutenant colonel en retraite et Madame Renée Marie GODIN, son épouse, demeurant ensemble à PARIS, rue Saint-Jacques numéro 34,

2° - Monsieur Philippe Gabriel HENRIOT, attaché de banque, et Madame Denise Lucie GODIN, son épouse, demeurant ensemble à PARIS, avenue Constant Coquelin, numéro 9,

3° - Madame Georgette Louise Andrée PONCET, sans profession, demeurant à PARIS, 112bis, rue Cardinet, veuve en premières noces non remariée de Monsieur Henri Paul GODIN,

4° - Monsieur Gérard Francisque René Lucien GODIN, agent d'assurances et Madame Claude Marie Charlotte Frédérique LAUTIE, son épouse, demeurant ensemble à DECAZEVILLE, rue Clémenceau numéro 33,

5° - Madame Micheline Marie Jane Denise Andrée GODIN, assistante radiologue, épouse séparée contractuellement de biens de Monsieur Roger Henri Robert MARLOIS, externe des hôpitaux avec lequel elle demeure à PARIS, 17 Rue de Bruxelles,

6° - Monsieur Francis Paul Robert GODIN, employé, demeurant à PARIS, 112bis, rue Cardinet, célibataire majeur,

Suivant contrat passé devant Maître LEFEVRE, notaire soussigné, le premier juin mil neuf cent cinquante six, moyennant le prix principal de cinq cent trente trois mille six cents anciens francs qui a été payé comptant aux termes dudit acte qui en contient quittance.

Une expédition de cet acte a été publiée au troisième bureau des hypothèques de VERSAILLES, le dix juillet mil neuf cent cinquante six, volume 3782, numéro 4,

Sur cette publication et le même jour, Monsieur le Conservateur audit bureau a délivré un état constatant que sur l'immeuble vendu et du chef des vendeurs et de trois précédents pro-

priétaires, il n'existait aucune inscription, saisie, transcription et mention.

- ORIGINE ANTERIEURE -

Du chef des Consorts GODIN :

Ledit immeuble appartenait aux Consorts GODIN pour l'avoir recueilli dans la succession de Madame Veuve René GODIN ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

ARTICLE 157 - Election de domicile - Pour l'application du présent règlement de copropriété, Monsieur FILLION fait élection de domicile au siège de la Société qu'il représente.

DONT ACTE.

Fait et passé à SANNOIS (Val-d'Oise)  
En l'Etude du Notaire soussigné,  
L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE HUIT,  
Le vingt sept décembre,  
Et, après lecture faite, les parties ont  
signé avec le Notaire.